

Bulletin sur l'insolvabilité

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Mars 1989
vol. 9 n° 3

Insolvency Bulletin

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

March 1989
Vol. 9 No. 3



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations,
Ministère de la Consommation
et des Corporations.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporations,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

Table des matières

Table of Contents

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Licence de syndic - Examen écrit 1989	75
Directive no. 22 du Surintendant des faillites	76
Directives révisées	80
Statistiques	129
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse	A-2

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Trustee Licensing - 1989 Written Examination	75
Directive No. 22 from the Superintendent of Bankruptcy	76
Revised directives	80
Statistics	129
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	A-1
Notice to Publisher of Change of Address	A-2

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massûe-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

**AVIS
LICENCE DE SYNDIC
EXAMEN ECRIT 1989**

**NOTICE
TRUSTEE LICENSING
1989 WRITTEN EXAMINATION**

L'examen écrit du Conseil canadien d'insolvabilité se tiendra les 30 et 31 août 1989.

Conformément à l'entente conclue le 10 septembre 1985 (voir notre Bulletin d'octobre 1985), le Surintendant des faillites collabore à la préparation de l'examen, qui sert à deux fins: le Conseil l'utilise pour déterminer l'admissibilité de ses membres tandis que le Surintendant des faillites y recourt dans le cadre du processus d'octroi de licences afin de déterminer les candidats invités à se présenter devant le jury d'examen.

Cet examen écrit est divisé en deux parties d'une durée de trois heures chacune: la première aura lieu le 30 août suivie de la seconde le 31 août 1989.

Le 7 juillet 1989 est la date limite pour les inscriptions.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec Mme Rachel Bérard, agente des licences de syndic, à Ottawa-Hull, K1A 0C9, au numéro de téléphone (819) 997-2044.

The Canadian Insolvency Association will be holding its written examination on August 30th and 31st, 1989.

According to the agreement entered into on September 10th, 1985 (see the October 1985 issue of the Bulletin), the Superintendent of Bankruptcy will be participating in the preparation of this examination which serves two purposes: the Association uses it to determine eligibility for its general membership while the Superintendent of Bankruptcy uses it as part of his licensing process to determine which candidates will be invited to appear before the Oral Board of Examiners.

The written examination will be comprised of two parts of three hours each, that is Part I being written on August 30th, 1989 and Part II on August 31st, 1989.

The deadline for registration is July 7th, 1989.

More information regarding the 1988 examination can be obtained by contacting Mrs. Rachel Bérard, Trustee Licensing Officer, Ottawa-Hull, K1A 0C9 at (819) 997-2044.

RÉALISATION DES BIENS DE L'ACTIF

Émise: le 22 décembre 1988

GÉNÉRALITÉS

1. Le but de cette directive est d'exposer la position du surintendant concernant la réalisation des biens de l'actif, plus particulièrement dans l'administration de dossiers sommaires. La pratique de certains syndics de ne pas réaliser tous les biens de l'actif peut en inciter d'autres à faire de même afin de demeurer concurrentiels.

LIGNES DIRECTRICES

2. Au sens de l'article 67 de la Loi sur la faillite, tous les biens du failli, où qu'ils soient situés à la date de la faillite, ou qu'il peut acquérir, ou qui peuvent lui être dévolus avant sa libération constituent le patrimoine attribué à ses créanciers à l'exception des biens détenus en fiducie par le failli ou les biens exempts d'exécution ou de saisie. Par conséquent, le syndic doit prendre possession des biens de l'actif et les réaliser pour le bénéfice de la masse des créanciers à moins que:

- (a) l'actif soit spécifiquement exempt d'exécution ou de saisie en vertu des lois;

REALIZATION OF ESTATE ASSETS

Issued: December 22, 1988

BACKGROUND

1. The purpose of this Directive is to outline the position of the Superintendent with regard to realization of estate assets, especially in summary administrations. The practice of not realizing estate assets by some trustees might create a tendency for other trustees to do the same in order to remain competitive.

GUIDELINES

2. Except for property held in trust by the bankrupt or property exempt from execution or seizure, all property of the bankrupt wherever situated at the date of bankruptcy or that may be acquired by or devolve on him before his discharge, is available for the creditors within the meaning of Section 67 of the Bankruptcy Act. The trustee must therefore take possession of the assets and realize upon them for the benefit of the estate unless:

- (a) the asset is specifically exempt from seizure or execution under the laws;

- (b) la jurisprudence spécifiquement applicable rend le bien exempt;
- (c) une ordonnance spécifique ait été obtenue du tribunal rendant le bien insaisissable; ou
- (d) selon l'opinion du syndic, il n'y a pas d'avantage financier pour le bien car le coût de réalisation serait égal ou supérieur à la valeur réalisable de le bien. Dans ce cas un document explicatif devrait être gardé au dossier de le bien.

3. La responsabilité de faire déclarer un bien insaisissable incombe au failli, à ses frais et non pas à ceux de le bien.

RÉALISATION DES BIENS DE L'ACTIF

4. La liste suivante comprend des exemples d'exigences minimales requises par le syndic lors de la réalisation de certains actifs. Cette liste n'est pas exhaustive car il existe plusieurs autres genres d'actifs à être réalisés dans l'administration de dossiers, dont certains d'entre eux sont déjà couverts par d'autres directives (eg. revenu excédentaire, remboursement d'impôt, etc.).

a) Véhicule moteur

Alors que les modalités d'insaisissabilité varient d'une province à l'autre, les principes fondamentaux sont les mêmes: à moins d'être déclaré insaisissable par la Loi ou la jurisprudence pertinente, un véhicule automobile constitue un bien de l'actif et le syndic a l'obligation statutaire de le réaliser.

- (b) a specific applicable jurisprudence renders the asset exempt;
- (c) a specific order has been obtained from the Court to exempt the asset; or
- (d) in the opinion of the trustee there would be no financial benefit to the estate as the cost of realization would exceed or equal the realizable value of the asset. In such a case a document of explanation should be kept in the estate file.

3. The onus of having an asset declared exempt from execution lies with the bankrupt, at his own expense, and not at the expense of the estate.

REALIZATION OF ASSETS

4. The following are examples of minimum requirements in the realization of certain assets by trustees. This list is not exhaustive as there are many other types of assets to be realized in the administration of estates, some of which are already covered under other directives (i.e. surplus income, tax refunds, etc.).

a) Motor Vehicle

While exemption provisions vary from one province to another, the fundamental principles are the same: unless exempted by the applicable legislation or applicable jurisprudence, a motor vehicle constitutes an asset of the estate and there is a statutory obligation on the part of the trustee to realize the asset.

Lorsqu'un syndic le juge à propos, il peut choisir de vendre le véhicule moteur au failli. Cependant, il doit obtenir, au préalable, le consentement des inspecteurs et/ou des créanciers et documenter son dossier sur la méthode par laquelle la valeur du véhicule a été déterminée (i.e. évaluation écrite, livre noir ou autre source, etc.).

Tout paiement fait à l'actif par le failli pour le véhicule moteur ne doit pas provenir du revenu excédentaire du failli mais de la portion du revenu qu'il peut conserver.

b) Assurance-vie

Bien que la législation sur les assurances varie d'une province à l'autre, en général, le syndic a le droit de réaliser le produit de la police d'assurance-vie si celle-ci est payable à la succession du failli.

Lorsqu'il y a une police d'assurance-vie, le syndic doit, comme mesure minimale, examiner la police d'assurance-vie du failli, ce qui pourrait inclure une demande à la compagnie d'assurance pour une confirmation écrite du statut de la police d'assurance-vie afin de s'assurer que les argents disponibles pour distribution aux créanciers soient payés au syndic pour le compte de l'actif.

Where expedient, a trustee may choose to sell the motor vehicle back to the bankrupt. Before doing so, he must obtain the consent of the inspectors and/or the creditors and document his file on the method by which the value of the vehicle was obtained (e.g., written appraisal, black book or other source, etc.).

Any payment for the motor vehicle made by the bankrupt to the estate shall not be considered as part of the payments from surplus income but rather from that portion of the bankrupt's income which he is entitled to retain.

b) Life Insurance

While insurance legislation varies from one province to another, generally the trustee in bankruptcy is entitled to realize the proceeds of a life insurance policy if payable to the estate of the bankrupt.

Where a life insurance policy exists, as a minimum, the trustee must examine the bankrupt's life insurance policy which may include a request to the insurance company for a written statement on the status of the life insurance policy to ensure that all moneys available for distribution to the creditors are paid to the estate.

c) Régime enregistré d'épargne retraite

Un REER constitue un bien de l'actif; cependant un tel régime peut, de la même façon qu'une police d'assurance-vie, avoir un bénéficiaire désigné. Dans plusieurs provinces ceci peut rendre le régime exempt de saisie en vertu de la législation pertinente.

Il est commun qu'un REER soit structuré de telle façon qu'il ne puisse être terminé pour un certain temps. Ceci ne le rend pas exempt et le syndic doit s'assurer que l'actif bénéficie de la valeur courante du régime, (i.e. demander une libération conditionnelle du failli).

PIÈCES JUSTIFICATIVES

5. Etant donné que le syndic a l'obligation statutaire de réaliser tous les biens de l'actif pour le bénéfice des créanciers, il importe donc que le syndic justifie, autant que possible, toutes ses transactions quand aux recettes, déboursés et actions prises. Le séquestre officiel, lorsqu'il le juge à propos, peut demander au syndic de lui fournir une copie de ces documents.

Le Surintendant de faillites

c) Registered Retirement Savings Plan

RRSPs are estate assets; however, such plans may be constructed as life insurance policies with a named beneficiary. In several provinces this would render them exempt from execution under the relevant legislation.

It is quite common for a RRSP to be constructed in such a fashion that they may not be terminated until a certain date in the future. This does not render them exempt and the trustee must ensure that the estate benefits to the extent of the current value of such plans, (e.g. request a conditional discharge for the bankrupt).

SUPPORTING DOCUMENTS

5. As it is a statutory obligation on the part of a trustee to realize on all assets for the benefit of the estate, it is therefore expected that a trustee will document his files as much as possible in support of the receipts, disbursements and actions taken on all the transactions. The Official Receiver may, at his discretion, request from the trustee a copy of that documentation.

The Superintendent of Bankruptcy

Yves Pigeon

DIRECTIVES RÉVISÉES*

REVISED DIRECTIVES*

Note du surintendant des faillites

La présente fait suite aux sessions d'information à l'intention des syndicats tenu à l'automne 1987, ainsi qu'au rapport publié dans une édition spéciale du Bulletin sur l'insolvabilité.

Le Comité conjoint des politiques et des pratiques dans l'administration des actifs de faillite (CCF) m'ont fait parvenir des recommandations spécifiques concernant les modifications à apporter.

Aujourd'hui, je suis heureux de vous faire parvenir les directives suivantes révisées:

- Directive #1R - Fonds de l'actif et procédures bancaires
- Directive #3R - Emploi de personnes liées pour effectuer du travail pour le compte de l'actif et frais imputables à l'actif
- Directive #5R - Dépôts et garanties de tierces personnes
- Directive #14R - Preuves de réclamation, procurations et quorum à la première assemblée
- Directive #16R - Préparation du bilan statutaire
- Directive #17R - Revenu Excédentaire.

Je profite de l'occasion pour vous remercier de votre participation et collaboration.

* Les directives révisées contiennent les articles des Lois Révisées du Canada (1985).

Dorénavant, toutes nouvelles directives ou modifications de directives existantes référeront à cette nouvelle codification.

Pour votre information et usage, le Bulletin sur l'insolvabilité Volume 8 no. 12 contient une table de concordance.

Note from the Superintendent of Bankruptcy

I refer to the Trustee Information Sessions held in the fall of 1987 and to the report published in the Special Edition of the Insolvency Bulletin.

The Joint Committee on Bankruptcy (JCB) recommended specific amendments to some of the Directives.

In this regard, I am pleased to enclose herewith the following revised Directives:

- Directive #1R - Estate Funds and Banking
- Directive #3R - Use of Related Persons to Perform Services for Bankruptcy Estates and Costs Chargeable to the Estate
- Directive #5R - Third Party Deposits and Guarantees
- Directive #14R - Proof of Claim, Proxy and Quorum at the First Meeting of Creditors
- Directive #16R - Preparation of the Statement of Affairs
- Directive #17R - Surplus Income.

I wish to take this opportunity to thank you for your participation and cooperation.

* The revised Directives refer to the sections of the Revised Statutes of Canada, 1985.

In the future, all new Directives or modifications to existing Directives will refer to the new codification.

For your information and convenience, volume 8 No. 12 of the Insolvency Bulletin contains a table of concordance.

DIRECTIVES

DIRECTIVES

No. 1R

FONDS DE L'ACTIF ET PROCEDURES BANCAIRES

ESTATE FUNDS AND BANKING

Emise: le 15 décembre 1988

Issued: December 15, 1988

OBJET

Cette directive révisé et remplace la directive #1 émise le 13 septembre 1985 ainsi que toute autre politique émise antérieurement sur ce sujet.

PURPOSE

This Directive revises and replaces Directive #1 dated September 13, 1985 as well as any previously issued policies on this matter.

GENERALITES

1. Les interprétations multiples des énoncés de politique antérieurs, la diversité des pratiques bancaires, l'incohérence dans l'investissement des fonds d'actifs et l'attribution des intérêts ont rendu impérative la publication de lignes directrices pour sauvegarder les intérêts des créanciers avec toute la constance voulue.

BACKGROUND

1. The diversity of interpretation by trustees of previous policy statements, the variety of banking practices, the inconsistency in the investment of estate funds and the treatment of interest earned make it imperative to issue guidelines to ensure that the creditors' interests are dealt with in a consistent manner.

2. Au cours des dix dernières années, différents types de comptes ont été créés par les banques à charte, qui permettent aux syndics de faire en sorte que les fonds ne pouvant être distribués immédiatement aux créanciers conservent, du moins en partie, leur valeur constante en dollars, grâce aux intérêts gagnés.

3. Vu la responsabilité de fiduciaire du syndic, il est essentiel que les fonds de l'actif soient administrés avec prudence, en bon administrateur et de façon conforme à la Loi. A cet égard, il incombe au syndic d'établir et maintenir des normes minimales dans son système comptable et de rendre compte des intérêts gagnés à même les fonds de l'actif.

POLITIQUE

Normes de contrôle interne

4. Le syndic a la responsabilité:

- (a) d'établir des normes de contrôle interne pour l'enregistrement des recettes et déboursés de fonds en fidéicommiss; et
- (b) de réviser et d'évaluer les normes de contrôle interne périodiquement afin de s'assurer que les systèmes en place fonctionnent comme prévu et qu'ils continuent de fournir une protection adéquate.

Placement des fonds de l'actif

5. Les syndics qui détiennent des fonds dans un actif doivent en disposer tel que prévu aux termes de la Loi sur la faillite et:

- (a) doivent être protégés contre les pertes, les faux placements ou les détournements par des cautionnements de sécurité convenables;

2. Over the past decade, there has been a proliferation of types of accounts available at chartered banks which present an opportunity to trustees to ensure that funds, which cannot immediately be distributed to creditors, will retain, at least in part, their constant dollar value by earning interest.

3. Because of the fiduciary capacity of the trustee, it is important that the administration of estate funds be dealt with in accordance with the Act and in a prudent businesslike manner with the establishment and maintenance of minimum standards for estate accounting and the proper accounting for interest earned on estate monies.

POLICY

Internal Control System

4. The trustee has the responsibility to:

- (a) to institute an internal control system for the recording of receipt and disbursement of trust funds; and
- (b) to review and appraise the internal control system periodically to ensure that the system is operating as planned and that it is continuing to provide adequate safeguards.

Treatment of Estate Funds

5. Estate funds held by trustees shall be dealt with pursuant to the Bankruptcy Act and:

- (a) shall be protected from loss, misplacement or misappropriation by suitable security arrangements;

- (b) tous les fonds de l'actif devront être déposés tous les jours ou sans délais outre mesure dans un compte en fidéicommiss au nom de l'actif ou du syndic en sa qualité de syndic de l'actif (par exemple, l'actif de Jean Dupont ou Jean Tremblay, syndic de l'actif de Jean Dupont);
 - (c) tous les fonds de l'actif doivent être détenus dans une banque à charte dans des comptes bancaires ou certificats de dépôts;
 - (d) tous les fonds de l'actif ne pouvant être distribués immédiatement aux créanciers ou n'étant pas requis pour l'administration courante de l'actif doivent être déposés dans des comptes bancaires portant intérêts;
 - (e) les fonds d'un actif pouvant produire des intérêts moindres que les coûts d'administration reliés sont soustraits aux exigences du paragraphe (c) ci-dessus;
 - (f) tous les intérêts gagnés à même l'actif feront partie des biens de l'actif;
 - (g) il faudra préciser dans tous les actifs, sous une rubrique séparée au relevé de recettes et déboursés le montant des intérêts gagnés;
 - (h) le syndic responsable d'un actif particulier doit être le ou l'un des signataires du compte de cet actif.
6. Le syndic devrait, dans la mesure du possible, assurer un effort raisonnable afin d'obtenir un bon taux de rendement sur les fonds de l'actif investis.
- (b) all estate funds shall be deposited on a daily basis or without undue delay in a trust account in the name of the estate or that of the trustee in his capacity as trustee of the estate (i.e. The estate of John Doe or John Smith, trustee to the estate of John Doe);
 - (c) all estate funds must be in a chartered bank, in bank accounts or deposit certificates.
 - (d) all estate funds not to be forthwith distributed to creditors or not necessary for the day-to-day administration of the estate shall be maintained in interest-bearing form;
 - (e) estates involving amounts where the service charges and related costs would exceed the interest earned are excluded from the requirements of paragraph (c) above;
 - (f) all interest earned on the estate funds shall form part of the assets of the estate;
 - (g) the Statement of Receipts and Disbursements shall, in all estates, disclose as a separate item, the amount of interest earned;
 - (h) the designated trustee responsible for a particular estate shall be the or one of the signatory on the account of that estate.
6. It is expected that the trustee shall make a reasonable effort to obtain a good rate of return on estate funds invested.

Registres bancaires et comptables

7. Quel que soit le type de comptes, il est essentiel, comme norme minimale, que la documentation ci-dessous soit maintenue à jour de façon régulière:

- (a) les chèques encaissés;
- (b) les relevés bancaires mensuels;
- (c) les conciliations bancaires mensuelles (les erreurs doivent être corrigées sans aucun délais);
- (d) un registre comptable pour chaque dossier d'actifs démontrant le détail des recettes et déboursés du fonds de l'actif (comme le nom du payeur ou bénéficiaire, la date, la nature du paiement et le montant);
- (e) la documentation appropriée à l'appui des recettes et déboursés; et
- (f) un registre des taux d'intérêts et des montants d'intérêts gagnés mensuellement.

Compte bancaire consolidé en fidéicommis

8. Un syndic pourra opérer un compte bancaire consolidé en fidéicommis seulement dans le cas d'administration sommaire, pourvu qu'il satisfasse aux conditions suivantes:

- (a) soumettre une demande au surintendant et fournir, à sa satisfaction, tous les renseignements prévus au paragraphe 9 ci-après;
- (b) obtenir l'autorisation du surintendant à cet effet;

Banking and Accounting Records

7. Notwithstanding the type of accounts used, it is essential that the following documentation, as a minimum, be maintained on a current basis:

- (a) cancelled cheques;
- (b) monthly bank statements;
- (c) monthly bank account reconciliations (errors should be dealt with without undue delays);
- (d) proper accounting records in each estate showing the full details of all receipts and disbursements of estate funds (as a minimum, the name of the payer or payee, the date, nature of payment and the amount);
- (e) proper documentation in support of all receipts and disbursements; and
- (f) a record of the rates of interest and total amount of interest earned monthly.

Consolidated Trust Bank Account

8. A trustee may operate a consolidated trust bank account but only in a summary administration, providing that he complies with the following:

- (a) submits a request to the Superintendent and provides, to his satisfaction, all of the information set out in paragraph 9 below;
- (b) obtains the authorization from the Superintendent to this effect;

(c) maintenir un compte bancaire et un système comptable prévoyant une répartition mensuelle équitable et appropriée de tous les intérêts gagnés à même le compte bancaire consolidé en fidéicomis et ce pour chacun des comptes de l'actif.

(c) maintains a bank account and accounting system providing for an equitable and appropriate monthly distribution to each of the individual estate accounts of all the interest earned by the consolidated trust bank account.

9. Bien qu'une répartition mensuelle des intérêts à chaque actif soit la norme, une répartition trimestrielle serait acceptable dans les cas où une telle norme serait trop exigeante au niveau des opérations du syndic.

9. While a monthly distribution of interest to each of the estates is the standard, a quarterly distribution would be acceptable where it would be too demanding on the operations of the trustee.

10. Un syndic désirant obtenir la permission d'opérer un compte bancaire consolidé en fidéicomis devra soumettre au surintendant une demande dans laquelle il fournira, au minimum:

10. A trustee, wishing to obtain permission to operate a consolidated trust bank account, must submit a request to the Superintendent in which he will provide, as a minimum:

(a) le nom des institutions bancaires avec lesquelles il transigera;

(a) the name of the banking institutions with which he will be dealing;

(b) le genre de comptes bancaires à être opérés;

(b) the type of bank accounts to be operated;

(c) la manière dont l'institution bancaire déterminera le taux d'intérêt à être payé sur le compte bancaire consolidé en fidéicomis;

(c) the manner in which the rate of interest payable on the consolidated trust bank account will be determined by the banking institution;

(d) le détail quant à l'attribution de charges bancaires au compte consolidé en fidéicomis;

(d) the detail of any bank charges that will be applied to the consolidated bank trust account;

(e) une description détaillée des procédures et du système comptable et bancaire;

(e) a complete description of the accounting and banking system and procedures;

(f) le mode de calcul et d'attribution mensuelle des intérêts aux comptes individuels d'actifs;

(f) the manner in which interest will be calculated and attributed monthly to the individual estate accounts;

(g) le système de soutien ("back-up") pour le système comptable électronique ou pour les livres comptables advenant un accident ou un sinistre détruisant les données comptables.

11. Toutes modifications subséquentes ayant une portée sur le système bancaire ou comptable, devront être communiquées immédiatement au surintendant.

12. En plus des exigences minimales décrites ci-haut le syndic doit maintenir une liste mensuelle des comptes courants lesquels seront balancés au compte contrôle.

Intérêts non répartis

13. Toute balance d'intérêt accru sur les comptes bancaires consolidés ou non consolidés non réparti dans l'un des comptes individuels de l'actif devra être remise au surintendant, en tant que fonds non distribués en conformité avec la directive #8.

Modification du statut d'administration sommaire à ordinaire

14. Lorsqu'un actif est modifié d'une administration sommaire à ordinaire, un compte bancaire en fidéicomis distinct doit être ouvert immédiatement pour déposer les fonds de l'actif qui étaient auparavant détenus dans un compte bancaire consolidé en fidéicomis.

Le Surintendant des faillites

(g) the "back-up" system for the electronic accounting system or the manual accounting system in the event of an accident or a disaster destroying the accounting data contained therein.

11. All subsequent modifications having an impact on the banking or accounting system must be communicated promptly to the Superintendent.

12. In addition to the minimum standard requirements set forth above a trustee must maintain a monthly list of open accounts which is balanced to a control account.

Undistributed Interest

13. Any amount of interest earned on the consolidated or non-consolidated trust bank accounts not apportioned to individual estate accounts shall be remitted to the Superintendent as undistributed assets pursuant to Directive #8.

Change of Status of Estate from Summary to Ordinary

14. Where an estate is converted from a summary to an ordinary administration, a separate trust bank account must immediately be opened to hold the estate funds where such estate funds were previously held in a consolidated trust bank account.

The Superintendent of Bankruptcy

Yves Pigeon

DIRECTIVES

DIRECTIVES

No. 3R

EMPLOI DE PERSONNES LIÉES POUR EFFECTUER DU TRAVAIL POUR LE COMPTE DE L'ACTIF ET FRAIS IMPUTABLES A L'ACTIF

USE OF RELATED PERSONS TO PERFORM SERVICES FOR BANKRUPTCY ESTATES AND COSTS CHARGEABLE TO THE ESTATE

Emise: le 15 décembre 1988

Issued: December 15, 1988

OBJET

Cette directive révisé et remplace la directive #3 émise le 13 septembre 1985 ainsi que toute autre politique émise antérieurement sur ce sujet.

PURPOSE

This Directive revises and replaces Directive #3 dated September 13, 1985 as well as any previously issued policies on this matter.

GENERALITES

1. La présente directive vise à établir la position du Surintendant en ce qui concerne l'emploi de personnes liées pour effectuer du travail dans l'administration de nominations et les frais imputables à l'actif.

BACKGROUND

1. The purpose of this Directive is to outline the position of the Superintendent of Bankruptcy concerning the use of related persons to perform services in the administration of appointments and the costs chargeable to the estate.

2. Il est reconnu que certains syndics, individuel ou corporatif, font appel aux services de sociétés ou de particuliers ayant un lien de dépendance pour effectuer certains devoirs administratifs prescrits par la Loi sur la faillite.

2. It is recognized that some trustees, individual or corporate, use non-arm's length corporations or individuals to carry out some administrative services imposed by the Bankruptcy Act.

3. La divulgation de ces dépenses comme déboursés et le paiements par les fonds de l'actif pour des services rendus par une personne liée sans l'approbation préalable des inspecteurs et/ou du tribunal sont à l'encontre de l'article 63(1) des

3. The reporting of such expenses as disbursement and the payment from estate funds for services by related persons without previously obtaining permission from the inspectors and/or the court contravenes Rule 63(1) of the Bankruptcy Act and it may also be

règles régissant la Loi sur la faillite et peuvent être à l'encontre des devoirs et pouvoirs du syndic prévus à l'article 16 de la Loi sur la faillite.

Personnes liées

4. Aux fins de la présente directive, les personnes liées sont celles définies à l'article 4 de la Loi sur la faillite y compris les employés, employeurs ou associés du syndic et des firmes dans lesquelles les personnes susmentionnées ou le syndic ont un intérêt.

POLITIQUE

5. Toutes les charges se rapportant à l'administration de l'actif, incluant les frais directs ou indirects pour des services rendus par une personne liée sont assujettis aux dispositions du paragraphe 25(1) de la Loi sur la faillite et doivent être inclus comme rémunération du syndic au relevé de recettes et de déboursés.

Coûts imputables à l'actif comme déboursés

6. Le syndic est en droit de réclamer des déboursés pour ses dépenses réelles encourues dans l'administration de l'actif.

(a) les frais de déplacements:

- lorsque les services publics sont utilisés, le déboursé réel;
- lorsque le syndic ou ses employés font usage de leur propre véhicule, le remboursement selon un barème raisonnable (le taux habituellement payé par l'employeur);

in conflict with the duties and powers of a trustee provided in Section 16 of the Bankruptcy Act.

Related Persons

4. For the purpose of this Directive, related persons are those defined in Section 4 of the Bankruptcy Act as well as employees, employers or associates of the trustee and firms in which the above individuals or the trustee have an interest.

POLICY

5. All charges incidental to the administration of the estates, including direct or indirect cost for services by a related person are subject to the provisions of subsection 25(1) of the Bankruptcy Act and shall be included as part of the trustee's remuneration in the Statement of Receipts and Disbursements.

Cost Chargeable to the Estate as Disbursement

6. The trustee is entitled to claim as a disbursement, the actual cost incurred in the administration of an estate.

(a) Travel expenses:

- where public transportation is used, the actual cost;
- where the trustee or his employees use their private vehicle, a reimbursement at a reasonable rate (rate usually paid by employer);

(b) les repas et frais de séjour

Lorsqu'en statut de voyage, le remboursement de la dépense réelle (reçu requis).

Lorsque les coûts aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus se rapportent à plus d'un dossier, ils doivent être répartis équitablement entre tous les dossiers concernés;

(c) le coût réel pour les frais d'appels interurbains incluant les facsimilés;

(d) les frais pour avis et documents aux créanciers, à un taux n'excédant pas 50 cents par page;

(e) les photocopies autres que celles réclamées au paragraphe précédent à un montant n'excédant pas 50 cents chacune;

(f) les frais de services bancaires;

(g) les frais d'entreposage pour articles autres que ceux dont il est question au paragraphe 65(1) des Règles et dans des cas spéciaux lorsque la quantité des documents amène des coûts plus élevés que la normale.

7. Le syndic peut réclamer le coût réel payé pour:

- la prise de possession d'actifs;
- l'inspection des actifs;
- la livraison des actifs;
- la prise d'inventaire;
- les enquêtes comptables;
- la mise-à-jour des livres et registres comptables; et
- autres dépenses du genre;

lorsque le montant a été payé à une personne traitant à distance tel que défini dans la présente directive.

(b) Hotel and meal allowances

When on travel status, the reimbursement of the actual expense (receipts required).

Where costs in (a) and (b) above relate to more than one estate, the total cost must be divided equitably amongst all of the related estates;

(c) long distance telephone calls including facsimile, at the actual amount charged;

(d) charges for notices and documents to creditors, at an amount not exceeding 50 cents per page;

(e) photocopies, other than those claimed in the preceding paragraph, at an amount not exceeding 50 cents each;

(f) bank service charges;

(g) storage costs for items other than those referred to under subsection 65(1) of the Rules and in special circumstances where the quantity of the records has resulted in unusually high costs.

7. The trustee may claim as expense the actual costs paid for:

- taking possession;
- inspecting assets;
- delivering assets;
- stocktaking;
- investigatory audit;
- updating of the accounting books and records; and
- other similar expenses,

where the amount paid was made to a person dealing at arm's length as defined by the present guidelines.

8. La liste des dépenses apparaissant aux paragraphes 6 et 7 n'est pas exhaustive, étant seulement les principales dépenses nécessitant une clarification.

Coûts ne pouvant être imputés à l'actif comme déboursés

9. Lorsqu'un travail a été effectué par le syndic ou une personne liée, le coût doit être incorporé dans la rémunération du syndic et ne pas être réclamé comme déboursé.

10. Les dépenses suivantes ne peuvent pas faire l'objet d'une charge au dossier de l'actif ou au relevé de recettes et de déboursés car il s'agit de frais généraux ou de dépenses pour les "facilités du syndic" au terme du paragraphe 63(3) des règles:

- (a) l'équipement et ameublement de bureau;
- (b) le système téléphonique, y compris des options particulières;
- (c) l'usage de l'ordinateur du bureau;
- (d) les frais généraux de l'administration du bureau (ex. loyer, assurances, électricité etc.);
- (e) la papeterie et fournitures de bureau;
- (f) les coûts de financement par le bureau du syndic des travaux en cours ou des dépenses d'administration au dossier;

8. The list of expenses appearing under paragraphs 6 and 7 is not exhaustive, these being the principal ones requiring clarification.

Costs not Chargeable to the Estate as Disbursement

9. Where the work was performed by the trustee or a person not dealing at arm's length, the cost must be included in the remuneration of the trustee and not claimed as a disbursement.

10. The following costs may not be claimed as disbursements by the estate and/or in the Statement of Receipts and Disbursements as there are overhead costs or costs for "the facilities of the trustee" as defined in Rule 63(3):

- (a) office equipment and furniture;
- (b) telephone system, including special features;
- (c) use of office computer equipment;
- (d) general costs of administration for the office (i.e. rent, insurance, electricity, etc.);
- (e) stationery and office supplies;
- (f) the cost to the trustee's office to finance the cost of work-in-progress or estate administration;

(g) les frais d'entroposage des livres, registres et documents relativement à l'administration de l'actif tels que définis au paragraphe 65(1) des Règles.

11. Il ne doit pas y avoir des frais au relevé de recettes et déboursés pour imprévus ou provisions pour dépenses futures à moins que ces frais soient imputés aux postes spécifiques.

Le Surintendant des faillites

(g) storage cost for books, records and documents relating to the administration of the estate as defined under subsection 65(1) of the Rules.

11. There shall be no charges in the Statement of Receipts and Disbursements for unforeseen costs or provisions for future costs unless they are shown under specific charges.

The Superintendent of Bankruptcy

Yves Pigeon

DIRECTIVES

DIRECTIVES

No. 5R

DEPOTS ET GARANTIES DE TIERCES PERSONNES

THIRD PARTY DEPOSITS AND GUARANTEES

Emise: le 15 décembre 1988

Issued: December 15, 1988

OBJET

Cette directive révisé et remplace le directive #5 émise le 17 février 1986 ainsi que toute autre politique émise antérieurement sur ce sujet.

PURPOSE

This Directive revises and replaces Directive #5 dated February 17, 1986 as well as any previously issued policies on this matter.

GENERALITES

1. L'objet de la présente directive est de codifier les normes minimales de pratique des syndics relativement au traitement des dépôts et garanties de tierces personnes.

BACKGROUND

1. The purpose of this Directive is to codify the basic minimum standards of practice for trustees in the treatment of third party deposits and guarantees.

2. Il est normal et légitime pour un syndic d'assurer le recouvrement de ses coûts d'administration par l'entremise de dépôts ou garanties provenant de tierces personnes. Cette pratique est acceptable et peut s'avérer très utile dans le processus d'une faillite.

2. Arrangements for third party deposits and guarantees to secure recovery of administrative costs is a prevalent and normal part of the practice of many prudent trustees. The practice is both acceptable and can be very useful in the bankruptcy process.

3. Bien que son usage soit très répandu et que des sommes substantielles soient impliquées, il existe une certaine incertitude parmi les tiers, les syndics, les créanciers, les agents de faillite et les officiers taxateurs quant aux normes minimales de pratique relativement au traitement des dépôts et garanties de tierces personnes.

3. Despite the prevalence of the practice and the considerable aggregate amount of money involved, there exists a degree of uncertainty among third parties, trustees, creditors, bankruptcy officers and taxing officers as to the basic minimum standards of practice respecting the treatment of third party deposits and guarantees.

POLITIQUE

Divulagation

4. Les garanties et dépôts de tiers doivent faire l'objet d'une divulgation écrite complète afin de:

- (a) donner aux créanciers, aux inspecteurs, au surintendant et aux officiers taxateurs une image financière complète et fidèle de l'administration entière et satisfaire aux exigences du paragraphe 152(1) de la Loi;
- (b) préserver le principe à l'effet que le syndic soit payé à même l'actif et assurer qu'il n'y a pas atteinte à l'intégrité et l'indépendance du syndic.
- (c) raffermir les concepts de divulgation, de fiabilité et de contrôle qui sont des bases essentielles pour un système de faillite efficace; et
- (d) assurer que les avances sur rémunération de syndic demeurent dans tous les cas assujetties aux mécanismes de discipline et de contrôle prévus à la Loi.

5. Les syndics doivent divulguer dans leur rapport lors de la première assemblée des créanciers et dans le Formulaire de renseignements, l'existence et le nom du déposant ou du garant de tout dépôt ou garantie pour les frais de l'administration par une tierce personne.

6. Nonobstant le paragraphe 5, lorsqu'il existe des circonstances exceptionnelles où la divulgation du nom du déposant ou du garant, pourrait engendrer des tribulations, embarras ou pourrait résulter que le dépôt ne soit pas fait ou la garantie donnée, le syndic peut s'abstenir de divulguer le nom à la première assemblée des créanciers mais ne peut refuser de le divulguer au surintendant.

POLICY

Disclosure

4. Guarantees and third party deposits must be fully disclosed in writing:

- (a) to give the creditors, the inspectors, the Superintendent and the taxing officers a complete financial picture of the entire insolvency proceedings and to conform with the requirements of subsection 152(1) of the Act;
- (b) to maintain intact the principle that the trustee is paid from the estate and ensure his independence and integrity;
- (c) to reinforce the principles of openness, reliability and control which are essential foundations of a properly functioning bankruptcy process; and
- (d) to ensure that advances on remuneration in any form, continue to be subjected to the discipline and control mechanisms embodied in the statute.

5. Trustees shall disclose, in reporting at the first meeting of creditors and in the Filing Information Sheet, the existence of and the name of the depositor or guarantor regarding any direct or indirect deposit or guarantee of fees by a third party.

6. Notwithstanding paragraph 5, in those unusual or exceptional circumstances where the disclosure of the name of the depositor or guarantor provides undue hardship, embarrassment or would otherwise result in the third party deposit or guarantee not being given, the trustee may dispense with disclosure at the first meeting of creditors of the name but he shall not withhold such disclosure from the Superintendent.

7. L'entière divulgation et le traitement approprié de ces dépôts et garanties vont de pair avec les principes de la Règle 64 et du paragraphe 152(1) attestant qu'il n'y a aucune autre considération directe ou indirecte payée ou payable au syndic relativement à l'administration de l'actif.

8. Les dépôts ou ententes de tiers ne sont pas des biens de l'actif. Cependant, lorsque ces fonds sont déposés au dossier, le syndic doit avoir au dossier une preuve écrite concluante des dépôts de tiers, qu'ils soient directs ou indirects. Lorsqu'il n'y a aucune preuve écrite au dossier du syndic, ces dépôts seront considérés, par le surintendant, comme biens de l'actif, tel que tout autre dépôt et seront traités en conséquence.

9. La disposition éventuelle du dépôt ou de la garantie dans une administration sommaire ou ordinaire doit être identifiée au relevé de recettes et déboursés de la manière suivante:

- (a) comme recette, jusqu'à concurrence du montant nécessaire pour combler le montant d'honoraires et dépenses du syndic dûment taxés; et
- (b) comme annotation au relevé, lorsque le dépôt ou la garantie n'a pas été ou ne sera pas nécessaire.

10. Nonobstant le paragraphe 9 ci-haut, le syndic peut, lorsque le tribunal le demande ou le permet, démontrer les dépôts de tierces personnes reçus comme annotation au relevé de recettes et déboursés au lieu de le démontrer comme recette au relevé.

7. The full disclosure and the proper treatment of these deposits or guarantees is consistent with the principles embodied in Rule 64 and subsection 152(1) attesting that there were no other direct or indirect considerations paid or payable to the trustee with regard to the administration of the estate.

8. Third party deposits and guarantees are not estate funds. However, where such funds are received in an estate, the trustee's file must contain satisfactory written evidence of third party deposits, whether direct or indirect. Where no such written evidence exists in the trustee's file, these deposits will be considered, by the Superintendent, to be estate funds like any other deposits and will be treated accordingly.

9. The disposition of the deposit or guarantee in a summary or ordinary administration must also be shown in the Statement of Receipts and Disbursements as follows:

- (a) as a receipt to the extent of the amount required to satisfy the trustee's taxed fees and costs; and
- (b) as a footnote, in the case where a deposit or a guarantee has not been called upon nor is expected to be called upon.

10. Notwithstanding paragraph 9 above, the trustee may, where the Court requires or accepts, show third party deposits received as a footnote in the Statement of Receipts and Disbursements instead of as a receipt in the said Statement.

Entente écrite - déposant

11. L'entente écrite avec le déposant devrait inclure comme minimum les renseignements ci-après:

- (a) le montant ou le mode de calcul de la rémunération garantie;
- (b) une déclaration par le déposant que les fonds en question sont véritablement des fonds provenant de tiers et ne proviennent pas directement ou indirectement, en partie ou en totalité, d'actifs qui autrement seraient des biens du failli;
- (c) une déclaration à l'effet que le dépôt est donné afin d'indemniser les coûts d'administration du syndic;
- (d) un engagement du syndic envers le déposant de:
 - lui fournir une copie du relevé de recettes et déboursés lorsque soumis au surintendant pour commentaires;
 - l'aviser de la date et de l'heure fixées pour la taxation des comptes du syndic; et
 - lui fournir, en temps opportun, une copie taxée du relevé de recettes et déboursés lors- que ce dernier n'était pas présent lors de la taxation.
- (e) le nom et l'adresse du déposant; et
- (f) toutes autres conditions convenues entre le syndic et le déposant qui ne vont pas à l'encontre de la présente directive.

12. L'annexe "A" ou une formule de même effet satisfait aux exigences relativement aux dépôts de tiers.

Written Agreement - Depositor

11. The agreement in writing with the depositor should include, as a minimum:

- (a) the amount or the method of calculation of remuneration;
- (b) a declaration by the depositor that the funds involved in the deposit are truly third party funds and do not directly or indirectly, in whole or in part, come from assets that would otherwise be estate assets;
- (c) a declaration that the deposit is given to indemnify the costs of the trustee's administration;
- (d) an undertaking by the trustee to the depositor to:
 - provide him with a draft copy of the Statement of Receipts and Disbursements at the time it is submitted to the Superintendent for comments;
 - notify him of the date and time of the proposed taxation; and
 - where he does not attend at the taxation, provide him with a taxed Statement of Receipts and Disbursements when available.
- (e) the name and address of the depositor; and
- (f) such other conditions of the deposit as are agreed to between the trustee and depositor and which are consistent with this Directive.

12. Appendix "A" or a form to a like effect will satisfy the requirements concerning third party deposits.

Entente écrite - garant

13. Les ententes relatives aux garanties devraient être faites par écrit et indiquer qu'il s'agit d'une indemnisation du syndic pour ses frais et honoraires dans une cession volontaire ou une pétition en vue d'une ordonnance de séquestre.

14. L'entente écrite avec le garant dont il est question à la présente devrait inclure comme minimum les renseignements ci-après:

- (a) faire état de l'existence de la garantie;
- (b) une déclaration à l'effet que la garantie est donnée afin d'indemniser les coûts d'administration du syndic; et
- (c) le nom et l'adresse du garant.

15. L'annexe "B" ou une formule de même effet satisfait aux exigences relativement aux garanties.

Arrangements bancaires et comptables

16. Les fonds reçus à titre d'indemnisation doivent être déposés dans:

- (a) un compte en fidéicomis clairement identifié à ces fins seulement; ou
- (b) un compte de banque en fidéicomis comprenant l'ensemble de tous ces fonds pourvu que le système comptable pour ce compte identifie l'appartenance de ces fonds. Le dossier de l'actif devra également contenir les renseignements faisant état que les fonds sont déposés au compte spécial pour en faciliter la vérification par le surintendant.

Written Agreement - Guarantor

13. Arrangements for guarantees should be evidenced in writing indicating that it is to indemnify the trustee for his fees and costs in a voluntary assignment or petition for a receiving order.

14. The agreements with the guarantor referred to above should include, as a minimum:

- (a) the existence of the guarantee;
- (b) a declaration that the guarantee is given to indemnify the costs of the trustee's administration;
- (c) the name and address of the guarantor.

15. Appendix "B" or a form to a like effect will satisfy the requirements concerning guarantees.

Banking and Accounting Arrangements

16. Funds received as indemnification must be held:

- (a) in a separate bank trust account clearly identified for that purpose only; or
- (b) in a separate bank trust account containing the aggregate of all such funds held, provided the accounting records in respect of the account clearly allocate the appropriate funds to each estate and fully document deposits and withdrawals. The individual estate files must also contain references to any funds lodged in that account to facilitate audit by the Superintendent.

Disposition des dépôts reçus

17. Les montants reçus selon une entente de dépôt de tiers ou de garantie devraient être traités, en partie ou en totalité, de la manière suivante:

- (a) versés au compte de banque de l'actif, y compris les intérêts gagnés, lorsque les fonds sont nécessaires pour couvrir les coûts taxés d'administration et lorsqu'il y a demande par le syndic d'une avance sur sa rémunération;
- (b) versés au déposant, y compris les intérêts ou selon l'entente si autrement convenu, lorsque les fonds ne sont pas nécessaires pour couvrir les coûts taxés d'administration; ou
- (c) lorsque (a) ou (b) ci-dessus n'est pas entièrement observé, le détail de tels arrangements doit être expliqué au moyen d'une annotation au relevé de recettes et déboursés.

Propositions et séquestre intérimaire

18. La présente ne s'applique pas lorsque le syndic agit dans une proposition en vertu de la partie III de la Loi et/ou comme séquestre intérimaire au terme de l'article 47 de la Loi.

Le Surintendant des faillites

Disposition of Deposits Received

17. Funds received under a third party deposit or a guarantee agreement should be disposed of in whole or in part, as follows:

- (a) to the estate bank trust account, including the interest earned, in those cases where the funds are required to cover the taxed costs of administration including those cases where the trustee wishes to apply for an advance on his remuneration;
- (b) to the third party depositor, including interest or as may otherwise be stipulated in the agreement, where the funds are not required to cover the taxed costs of administration; or
- (c) where (a) or (b) above are not fully complied with, the details of such arrangements must be explained by way of a footnote on the Statement of Receipts and Disbursements.

Proposals and Interim Receiver

18. This policy does not apply to those situations involving the trustee acting in a proposal under Part III of the Act and/or as interim receiver pursuant to Section 47 of the Act.

The Superintendent of Bankruptcy

Yves Pigeon

ENTENTE POUR DEPOT DE TIERCE PERSONNE

Dans l'affaire de
la faillite de: _____

Cette entente intervient entre:

_____ ci-après appelé
le déposant, et
_____ syndic au dossier

1. En raison de l'engagement du syndic d'agir au dossier ci-haut, le déposant remet au syndic un montant de \$ _____ à être détenu par lui en fidéicommiss.
2. Ce dépôt servira à garantir les frais d'administration du syndic jusqu'à concurrence des frais d'administration taxés advenant que le produit de la réalisation des actifs du failli soit inférieur aux frais d'administration taxés ou selon l'annotation au relevé de recettes et déboursés.
3. Les fonds remis sont véritablement des fonds provenant de tiers et ne proviennent pas, directement ou indirectement, en partie ou en totalité, d'actifs qui autrement seraient des biens de l'actif.
4. Le syndic fournira au déposant une copie taxée du relevé de recettes et déboursés.
5. Le syndic s'engage à déposer et maintenir ces sommes d'argent dans un compte de banque distinct désigné à ces fins ou dans le compte de la faillite.
6. Le retrait de ces sommes d'argent par le syndic, avant la fin de l'administration, sera limité aux montants autorisés par la Loi sur la faillite.
7. Lorsque l'administration du dossier sera entièrement complétée, le solde du dépôt non requis pour payer les frais et honoraires du syndic sera immédiatement retourné au déposant.
8. L'obligation de payer les frais et honoraires du syndic relève en premier lieu de l'actif de la faillite et le dépôt n'est qu'accessoire et ne couvre que la partie laissée impayée par l'actif.
9. Autres conditions: _____

_____ Déposant _____ Syndic _____ Date

_____ Adresse du déposant _____ No. de téléphone

ENTENTE POUR GARANTIE PAR TIERCE PERSONNE

Dans l'affaire de
la faillite de: _____

_____ ci-après appelé
le garant, et

_____, syndic au dossier

déclarent par la présente

- (1) Qu'en retour de l'engagement du syndic d'agir au dossier ci-haut, le garant accepte de garantir les coûts d'administration du syndic.
- (2) Que les fonds à l'appui de la garantie ne proviennent pas, directement ou indirectement, en partie ou en totalité, d'actifs qui autrement seraient des biens de l'actif.

Garant

Syndic

Adresse du garant

Date

No. de téléphone

THIRD PARTY GUARANTEE AGREEMENT

In the matter of
the bankruptcy of: _____

_____ hereafter referred to
as the guarantor, and

_____, trustee

hereby declare:

- (1) That in consideration for the trustee's acceptance to act in the above estate, the guarantor has agreed to guarantee the costs of administration of the trustee.
- (2) That the funds to support the guarantee will not, directly or indirectly, in whole or in part come from assets which would otherwise be estate assets.

Guarantor

Trustee

Address of Guarantor

Date

Telephone #

DIRECTIVES

DIRECTIVES

No. 14R

PREUVES DE RECLAMATION, PROCURATIONS ET QUORUM A LA PREMIERE ASSEMBLEE

PROOF OF CLAIM, PROXY AND QUORUM AT THE FIRST MEETING OF CREDITORS

Emise: le 15 décembre 1988

Issued: December 15, 1988

OBJET

Cette présente directive révisé et remplace la directive #14 émise le 23 octobre 1986 ainsi que toute autre politique émise antérieurement sur ce sujet.

PURPOSE

This Directive revises and replaces Directive #14 issued October 23, 1986 as well as any previously issued policies on this matter.

GENERALITES

1. La présente directive clarifie la position du surintendant à l'égard des preuves de réclamation, des procurations et du quorum lors de la première assemblée des créanciers.

BACKGROUND

1. This Directive clarifies the position of the Superintendent with regard to proof of claim, proxy and quorum at the first meeting of creditors.

LIGNES DIRECTRICES

Feuille de renseignements pour preuve de réclamation et procuration

2. Les créanciers ont en général de la difficulté à compléter correctement une preuve de réclamation ou un formulaire de procuration. Les créanciers devraient recevoir, avec chaque preuve de réclamation, une liste de contrôle qui leur expliquerait clairement comment remplir le formulaire. Une présentation proposée pour la liste de contrôle est jointe à l'annexe "A".

GUIDELINES

Information Sheet to Complete Proof a of Claims and a Proxy Form

2. Creditors may generally not know the particularities of properly completing a proof of claim and/or a proxy form. A checklist should be provided to creditors with each proof of claim, to explain in detail, how to complete the proof of claim. A suggested format for the checklist is attached as appendix "A".

Recevabilité des preuves de réclamation

3. La preuve de réclamation doit être complétée conformément aux exigences de la Loi et des Règles sur la faillite. Il faut également tenir compte de la jurisprudence pour déterminer la recevabilité des preuves de réclamation.

Examen des preuves de réclamation

4. Le syndic, avant le moment fixé pour l'assemblée, examinera les preuves de réclamation aux fins d'établir le quorum à la première assemblée. Vu que les preuves de réclamation sont souvent déposées immédiatement avant le moment fixé pour l'assemblée, il est recommandé que le président appelle l'assemblée à l'ordre et l'ajourne pour quelque temps pour permettre l'examen des preuves de réclamation alors reçues.

5. À la première assemblée des créanciers, le président est habilité, aux fins du vote, à admettre ou à rejeter une preuve de réclamation.

Etablir le quorum à la première assemblée des créanciers

6. La constitution d'un quorum est régie par l'article 106 de la Loi sur la faillite. Pour les fins d'application de cet article, le mot "créancier" ne fait pas référence au nombre de créanciers figurant sur le Bilan. Le quorum est fixé en fonction du nombre de créanciers qui sont présents en personne et/ou par procuration (ou par formulaire de votation dans une proposition) et qui ont déposé et prouvé leur réclamation en règle auprès du syndic, avant le moment fixé pour l'assemblée.

Acceptability of Proof of Claim

3. The proof of claim must be completed in accordance with the requirements of the Bankruptcy Act and Rules. Related jurisprudence on the matter should also be considered when dealing with the acceptability of a proof of claim.

Review of Proof of Claim

4. The trustee, prior to the time appointed for the meeting, shall review the proof of claims for the purpose of establishing a quorum at a meeting of creditors. Whereas claims are often filed just prior to the time fixed for the meeting, it is recommended in these situations, that the chairperson open the meeting and then adjourn it for a brief time for the purpose of properly reviewing the proof of claim.

5. The chairperson, at the first meeting of creditors, has the power to admit or reject a proof of claim for the purpose of voting.

Establishing a Quorum at the First Meeting of Creditors

6. The establishment of the quorum is governed by Section 106 of the Bankruptcy Act. When applying this Section, the term "creditor" does not refer to the number of creditors appearing on the Statement of Affairs. The quorum is established by considering the number of creditors who are present in person and/or by proxy (or by voting letter in a proposal) and have filed and proven their claim in proper form with the trustee before the time appointed for the meeting.

Recevabilité des réclamations, quorum,
motions et droit de vote à l'assemblée

7. Pourvu que la réclamation soit en règle et qu'elle soit dûment déposée auprès du syndic avant le moment fixé pour l'assemblée, les réclamations mentionnées à l'annexe "B" seront traitées de la façon indiquée pour déterminer si, oui ou non, elles seront admissibles pour:

- établir le quorum à la première assemblée;
- déposer une motion à l'assemblée;
- voter sur une résolution ordinaire; et
- voter sur une résolution spéciale.

Procuration

8. Il n'est pas nécessaire qu'une procuration soit déposée auprès du syndic avant le moment de l'assemblée puisque l'article 109 de la Loi ne s'applique qu'aux preuves de réclamation. Une procuration peut être déposée sous forme de lettre, télégramme ou cable n'importe quand avant le vote. Dans une corporation il n'est pas nécessaire que la procuration soit marquée du sceau de la corporation à moins que les lois d'incorporation ou les règlements de la corporation ne l'exigent. La personne désignée à la procuration ne peut être substituée à moins que la procuration prévoie un pouvoir de substitution.

9. Si un formulaire de procuration est envoyé au syndic, signé en blanc, il y a autorisation tacite pour que celui-ci puisse compléter et voter avec la procuration.

Accepting Proof of Claims to Establish
a Quorum, to Table Motions and to Vote

7. Providing that the claim is in proper form and is duly lodged with the trustee prior to the time appointed for the meeting, the type of claims appearing in Appendix "B" will be dealt with in the manner shown as to whether or not they are to be considered for:

- establishing the quorum at a first meeting of creditors;
- tabling motions before the meeting;
- voting on an ordinary resolution; and
- voting on a special resolution.

Proxy

8. It is not necessary that a proxy be lodged with the trustee before the time fixed for the meeting as Section 109 of the Act only applies to proofs of claims. A proxy may be filed in the form of a letter, telegram or cable at any time prior to a vote. The proxy does not have to be under the seal of the company unless the incorporating act or the by-laws of the company require it. The person designated in a proxy cannot be substituted unless the proxy provides for a power of substitution.

9. If a proxy is signed in blank and sent to the trustee, there is a tacit authority for the trustee to complete the document and vote with the said proxy.

10. Lorsqu'une formule de votation est déposée dans une proposition, avec une réclamation prouvée en bonne et due forme, le formulaire doit être considéré à même titre que si le créancier était présent et être utilisé aux fins qui y sont prescrites. Le quorum prévu à l'article 106 peut être constitué de cette façon.

Contestation de preuve de réclamation

11. Pour décider si une preuve de réclamation est recevable aux fins du quorum ou du vote, le président doit se fonder sur le contenu de la preuve de réclamation et des annexes (ou de tout autre document à l'appui) qu'il a en main à ce moment-là. Aux fins de l'article 108(3) de la Loi c'est seulement lorsque le président a un doute sérieux sur l'admissibilité d'une preuve de réclamation qu'il doit noter la preuve de réclamation comme contestée, tout en permettant au créancier de voter.

Absence de quorum à la première assemblée des créanciers

12. Si un quorum n'est pas constitué conformément au paragraphe 106(2) de la Loi:

- a) dans le cadre d'une administration ordinaire,
- l'assemblée doit être ajournée d'au moins sept (7) jours et d'au plus vingt et un (21) jours;
- des avis d'ajournement de la première assemblée doivent être envoyés à tous les créanciers dont le nom figure sur le Bilan;

10. Where a voting letter is filed in a proposal, supported by a properly proven claim, the letter is to be considered as if the creditor is present and is to be voted in accordance with the direction contained therein. A quorum under Section 106 of the Act can be established in this manner.

Objection to the Proof of Claim

11. When ruling on the admissibility of a proof of claim for the purpose of a quorum or voting, the chairperson must base his decision on the contents of the proof of claim and attachment (or other supporting documents) that are before him at that time. Pursuant to section 108(3) of the Bankruptcy Act it is only when the chairperson is in doubt as to whether or not a proof of claim should be admitted or rejected, that he should mark the proof of claim objected to and allow the creditor to vote.

Failure to Establish a Quorum at the First Meeting of Creditors

12. Where a quorum in accordance with subsection 106(2) of the Act has not been established:

- a) in an Ordinary administration,
- the meeting shall be adjourned to a date being 7 to 21 days from the date of the adjourned meeting;
- notices of the adjourned first meeting will be sent to all creditors appearing on the Statement of Affairs;

- pour constituer un quorum et déterminer les droits de vote à l'assemblée ajournée, le président doit tenir compte de toutes les preuves de réclamation déposées auprès du syndic avant la première assemblée;
 - si, à l'assemblée ajournée, le quorum n'est pas constitué, le syndic poursuivra l'administration de l'actif selon les dispositions de l'article 14(6) de la Loi ou demandera des directives au tribunal.
 - b) dans le cadre d'une administration sommaire, le syndic doit continuer à administrer l'actif conformément à sa nomination aux termes du paragraphe 14(6) de la Loi.
13. Il serait acceptable que le syndic communique avec les créanciers pour les encourager à participer ou être présents à quelque assemblée de créanciers. Son geste ne serait pas considéré comme étant de la sollicitation.
- the chairperson, for the purpose of establishing the quorum at the adjourned meeting and determining voting rights thereat, shall consider all proof of claims filed with the trustee prior to the time appointed for the first meeting; and
 - if, at the adjourned meeting, no quorum has been established, the trustee shall continue the administration of the estate pursuant to subsection 14(6) of the Act or seek direction from the court.
 - b) in a Summary administration, the trustee shall continue the administration of the estate pursuant to his appointment under subsection 14(6) of the Act.
13. It would be proper and not considered a form of solicitation for the trustee to contact creditors to encourage their participation or presence at any meeting of creditors.

Le Surintendant des faillites

The Superintendent of Bankruptcy

Yves Pigeon

LISTE DE CONTRÔLE POUR LES PREUVES DE RÉCLAMATION

La présente liste de contrôle vous aidera à remplir correctement la preuve de réclamation et, au besoin, la procuration. Veuillez vérifier chacun des points mentionnés.

GÉNÉRALITÉS

- La signature d'un témoin est nécessaire.
- Ce document doit être signé par la personne qui la remplit.
- Indiquez l'adresse complète à laquelle tous les avis ou toutes les lettres devront être envoyés.
- Le total du relevé de compte doit correspondre au total de la preuve de réclamation.

PARAGRAPHE I

- Le créancier doit fournir la raison sociale complète de la société ou de l'entreprise.
- Si le créancier ne remplit pas lui-même la preuve de réclamation, la personne qui s'en charge doit déclarer sa position ou son titre.

PARAGRAPHE II

- Le relevé de compte doit être complet.
- Un relevé de compte détaillé des trois derniers mois doit être joint à la preuve de réclamation et indiquer la date, le numéro et le montant de toutes les factures ou de tous les comptes ainsi que la date, le numéro et le montant de tous les crédits ou paiements.

PARAGRAPHE IV

- Tous les demandeurs doivent joindre une liste détaillée de tous les paiements ou crédits reçus ou consentis:
 - (a) dans les trois (3) mois précédents la faillite ou la proposition, si le débiteur et le créancier ne sont pas liés.
 - (b) dans les douze (12) mois précédents la faillite ou la proposition, si le débiteur et le créancier sont liés.

PARAGRAPHE V

- En vertu de la définition de l'article 4 de la Loi sur la faillite, tous les demandeurs doivent indiquer s'ils sont liés ou non liés avec le débiteur.

- PROCURATION -

REMARQUE:

La Loi sur la faillite autorise qu'une preuve de réclamation soit préparée par l'agent dûment autorisé d'un créancier, sans pour autant que ce dernier ait droit de vote à la première assemblée des créanciers ni qu'il ait le droit d'agir à titre de fondé de pouvoir des créanciers.

GÉNÉRALITÉS

- Un créancier peut voter en personne ou par procuration.
- Un débiteur ne peut voter par procuration à aucune assemblée de ses créanciers.
- Le syndic peut être nommé fondé de pouvoir de tout créancier.
- À l'assemblée des créanciers, une société peut voter par l'intermédiaire d'un agent autorisé.
- Pour qu'une personne dûment autorisée ait le droit de voter, elle doit elle-même être créancier ou détenir une procuration en règle. Le nom du créancier doit paraître sur la procuration.

CHECKLIST FOR PROOF OF CLAIMS

This checklist is provided to assist you in preparing the proof of claim form and, where required, the proxy form in a complete and accurate manner. Please specifically check each requirement.

GENERAL

- The signature of a witness is required.
- This document must be signed personally by the individual completing this declaration.
- Give the complete address where all notices or correspondence is to be forwarded.
- The amount on the statement of account must correspond to the amount indicated on the proof of claim.

PARAGRAPH I

- Creditor must state full and complete legal name of company or firm.
- If the individual completing the proof of claim is not the creditor himself, he must state his position or title.

PARAGRAPH II

- The statement of account must be complete.
- A detailed statement of account of the last three months must be attached to the proof of claim and must show the date, the number and the amount of all the invoices or charges, together with the date, the number and the amount of all credits or payments.

PARAGRAPH IV

- All claimants must attach a detailed list of all payments or credits received or granted, as follows:
 - (a) within the three (3) months preceding the bankruptcy or the proposal, in the case where the claimant and the debtor are not related.
 - (b) within the twelve (12) months preceding the bankruptcy or proposal, in the case where the claimant and the debtor are related.

PARAGRAPH V

- All claimants must indicate if he or she is related or not to the debtor, as defined in Section 4 of the Bankruptcy Act.

- PROXY -

NOTE: The Bankruptcy Act permits a proof of claim to be made by a duly authorized agent of a creditor but this does not give such a person power to vote at the first meeting of creditors or to act as the proxy of the creditors.

GENERAL

- A creditor may vote either in person or by proxy.
- A debtor may not be appointed a proxy to vote at any meeting of his creditors.
- The trustee may be appointed as a proxy for any creditor.
- A corporation may vote by an authorized agent at meeting of creditors.
- In order for a duly authorized person to have a right to vote he must himself be a creditor or be the holder of a properly executed proxy. The name of the creditor must appear in the proxy.

<u>Genre de créancier</u>	<u>Quorum</u>	<u>Motion</u>	<u>Rés. ord.</u>	<u>Rés. spéc.</u>
Créancier entièrement garanti:				
(vote en nombre)	non	non	n/a	non
(vote en valeur)	n/a	n/a	non	non
Créancier partiellement garanti:				
(pour solde non garanti)	oui	oui	oui	oui
Créancier non garanti:	oui	oui	oui	oui
Créancier ayant réclamation pour dette non libérable (art. 178)	oui	oui	oui	oui
Créancier ayant réclamation inférieure à \$25	oui	oui	non	oui
Créancier ayant réclamation éventuelle*	non	non	non	non

*(Un créancier détenant une réclamation éventuelle n'est pas un créancier pour cette fin puisque sa réclamation est une réclamation prouvable qu'après avoir été évaluée par le tribunal, art. 121(2) L.f.)

APPENDIX "B"

<u>Type of Creditor</u>	<u>Quorum</u>	<u>Motion</u>	<u>Ord. Res.</u>	<u>Spec. Res.</u>
Fully secured creditor:				
(voting in number)	no	no	n/a	no
(voting in value)	n/a	n/a	no	no
Partially secured creditor:				
(for unsecured balance)	yes	yes	yes	yes
Unsecured creditor:	yes	yes	yes	yes
Creditor having undischARGE- able debt (Sec. 178)	yes	yes	yes	yes
Creditor having claim under \$25	yes	yes	no	yes
Creditor having contingent claim*	no	no	no	no

*(A creditor having a contingent claim is not a creditor for this purpose as he does not have a provable claim until it has been valued by the Court, Sec. 121(2) B.A.)

DIRECTIVES

DIRECTIVES

No. 16R

PRÉPARATION DU BILAN STATUTAIRE

PREPARATION OF THE STATEMENT OF AFFAIRS

Émise: le 15 décembre 1988

Issued: December 15, 1988

OBJET

Cette directive révisé et remplace la directive #16 émise le 22 décembre 1986 ainsi que toute autre politique émise antérieurement sur ce sujet.

PURPOSE

This Directive revises and replaces Directive #16 issued December 22, 1986 as well as any previously issued policies on this matter.

GÉNÉRALITÉS

1. Le bilan statutaire est l'un des documents les plus importants pour l'administration de l'actif et sert à l'ensemble des participants nommément la cour, le syndic, les créanciers, les inspecteurs et le séquestre officiel, dans leur prise de décisions.

BACKGROUND

1. The Statement of Affairs is one of the most important documents for the administration of the estate and one on which a variety of users, the Court, the trustee, the creditors, the inspectors and the Official Receiver, base their decisions.

2. Bien que le bilan statutaire soit celui du débiteur, c'est généralement le syndic qui le prépare à même les renseignements fournis par le débiteur. Compte tenu de cette pratique, il est normal et acceptable que le temps consacré par le syndic à la préparation du bilan statutaire soit un coût imputable à l'actif.

2. Although the Statement of Affairs is the debtor's statement, the trustee often assists in its preparation on the basis of the information provided by the debtor. As the preparation of the Statement of Affairs is normally done by the trustee, the time spent is a normal and acceptable charge to the estate.

3. Alors que les états financiers rédigés par un comptable professionnel sont préparés selon des principes comptables généralement reconnus, tel n'est pas le cas pour le bilan

3. Whereas financial statements prepared by professional accountants will normally be prepared in accordance with generally accepted accounting principles, such is not the case for a

statutaire puisqu'aucune ligne directrice n'existe. Très souvent, en raison des diverses méthodes utilisées, les bilans suscitent le doute ou l'équivoque.

4. La variété dans la présentation des actifs et du passif lors de la préparation du bilan statutaire transmet souvent une image incorrecte de la situation véritable du débiteur, laissant les créanciers, le syndic et le séquestre officiel sans critères fiables pour leur prise de décisions.

LIGNES DIRECTRICES

5. Tout en aidant le débiteur dans la préparation de son bilan les syndics doivent, selon leur expérience et expertise, faire un effort pour promouvoir le plus possible la divulgation complète des renseignements nécessaires et aider le débiteur à fournir des renseignements qui sont des plus précis et appropriés, compte tenu des circonstances, des exemptions et des législations provinciales.

6. Le formulaire 74A - Le bilan d'un failli non-commerçant doit être utilisé pour tous les débiteurs-consommateurs et les faillites de non-commerçants, que le dossier soit administré selon les dispositions de l'administration sommaire ou non. Le formulaire 74 - Le bilan commercial doit être utilisé pour les autres administrations.

7. Lorsqu'il s'agit de la faillite d'une société en nom collectif, un bilan doit être préparé pour l'entreprise ainsi que pour chacun des associés qui fait cession de ses biens.

8. Aux fins de la présente directive,

(a) un débiteur-consommateur est un particulier:

- qui n'a pas d'actif d'affaires; et

Statement of Affairs where there are no guidelines. There are concerns that the manner in which it is prepared in numerous instances leads to confusion and misunderstanding.

4. The multiplicity of ways in which assets and liabilities have been treated for the purpose of the preparation of the Statement of Affairs have often led to a distorted picture of the actual situation of the debtor leading to unreliable criteria on which decisions by the creditors, the Official Receiver and the trustee are made.

GUIDELINES

5. While assisting a debtor in preparing his Statement of Affairs, trustees are expected to make an effort by using their experience and skill to improve the full disclosure of all the necessary information and help the debtor to provide information which is proper and as accurate as possible, having regard to the circumstances and to the provincial exemptions and legislations.

6. Form 74A - Statement of Affairs of a Non-Business Bankrupt is to be used for all consumer debtors and non-business bankruptcies whether the estate is administered under the summary administration provisions or under the regular provisions of the Act. Form 74 - Statement of Affairs is to be used for all other proceedings.

7. Where a partnership is involved, a Statement of Affairs must be prepared for the business as well as for each of the partners making an assignment.

8. For the purpose of this Directive,

a) a consumer debtor is defined as an individual:

- who has no business assets; and

- qui n'exploite pas présentement une entreprise; (les vendeurs à commission ou autres personnes dans une situation semblable doivent être considérés comme des consommateurs)

- who is not currently active in business; (commissioned salespersons or individuals in similar occupations should be classified as consumer debtors)

b) l'endettement résultant de garanties ou d'endossements d'emprunts d'une compagnie ou d'une tierce personne en affaires, ne constitue pas un endettement découlant de l'exploitation d'une entreprise.

b) indebtedness resulting from guarantees or endorsements of a corporation or a third party operating a business does not constitute a debt arising out of the operation of a business.

9. Nonobstant le paragraphe 6, lorsqu'il semble plus à propos, dans certains cas, d'utiliser une formule plutôt que l'autre, le syndic devra consulter le séquestre officiel quant à la possibilité de le faire.

9. Notwithstanding paragraph 6, in those cases where the use of the alternate form could be more appropriate, the trustee shall consult the Official Receiver as to the acceptability of using the alternate form.

10. Lors de la préparation du bilan d'un failli non-commerçant comme d'un commerçant:

10. In completing the Statement of Affairs or the Statement of Affairs of a Non-Business Bankrupt:

a) le nom et l'adresse complète de chaque créancier doivent apparaître, les créanciers additionnels qui n'apparaissent pas sur la liste doivent être inscrits sur une liste séparée;

a) the full name and complete address of each creditor is to be shown, additional creditors not shown on the list should be shown as a separate list;

b) lorsque le montant exact ou approximatif de la dette ou d'un bien de l'actif n'est pas connu, le "meilleur montant estimé" devrait être indiqué et le débiteur doit s'abstenir d'utiliser un point d'interrogation dans les colonnes "valeur estimée des actifs" ou "montant de la dette" du formulaire 74A ou dans les colonnes "actif" ou "passif" du formulaire 74;

b) where the exact or approximate amount owed or where the value of the asset is not known, the "best estimate" of the amount involved is to be included and the debtor is to refrain from using a question mark in the "estimated dollar value of assets" or the "amount of debt" columns of Form 74A or in the "assets" or "liabilities" columns of Form 74;

c) lorsqu'il n'est pas possible de déterminer un montant en raison de sa nature éventuelle, une explication doit être donnée quant à la raison pour laquelle le montant ne peut être établi (e.g. remboursement d'impôt non connu, jugement non rendu);

c) in those cases where it is not possible to determine an amount because of its contingent nature, an explanation is to be provided as to why an amount cannot be indicated (i.e. - tax refund unknown, judgment not yet rendered);

- d) lorsqu'un bien est détenu conjointement ou partiellement, il faut en tenir compte, en démontrant au bilan la part du débiteur dans l'actif, la part des créances garanties dont il est directement responsable ainsi que toutes réclamations éventuelles vu qu'il est conjointement et solidairement responsable, avec le(s) autres copropriétaire(s), de la totalité des créances à l'encontre du bien;
- e) lorsque le débiteur ne peut déterminer si un montant est ou serait dû à un créancier mais veut toutefois l'aviser. Le créancier devrait être démontré comme créancier supplémentaire au bilan statutaire sans qu'un point d'interrogation ou un montant n'apparaisse dans la colonne des dollars;
- f) les annexes "A" et "B" montrent comment les éléments particuliers d'actif et de passif doivent être traités ou présentés au bilan statutaire;
- g) les annexes au bilan statutaire doivent être entièrement complétées dans les moindres détails afin de justifier les montants apparaissant à la page frontispice du bilan statutaire; et
- h) la page frontispice du bilan statutaire (formulaire 74) devrait être envoyée à tous les créanciers avec l'avis de la première assemblée des créanciers et la liste des créanciers. Dans le cas d'un Bilan d'un failli non-commerçant (formulaire 74A), le bilan et les annexes doivent être envoyés aux créanciers.
- d) where a property is jointly or partially owned, the situation is to be reflected in the Statement of Affairs with the debtor's share of the property, the share of the secured encumbrances that he is directly responsible for as well as any possible contingent claims as he is, with the other co-owner(s), jointly and severally responsible for all of the encumbrances against the property;
- e) where the debtor cannot ascertain if an amount is or could be owed to a creditor, but wants to include the said creditor. The creditor should be shown on the Statement of Affairs as a supplementary creditor without any amount or question mark in the dollar amount column;
- f) appendices "A" and "B" indicate how individual elements of assets and liabilities are to be dealt with or presented on the Statement of Affairs;
- g) the appendices attached to the Statement of Affairs are to be fully completed to provide all the details to substantiate the amounts appearing on the front page of the Statement of Affairs; and
- h) the front page of a business Statement of Affairs (Form 74) should be sent to creditors with the notice to creditors of the first meeting and the list of creditors. In the case of a Non-business Statement of Affairs (form 74A), the Statement of Affairs and all the appendices are to be sent to the creditors.

Le Surintendant des faillites

The Superintendent of Bankruptcy

Annexe "A"

L'actif et le passif du débiteur doivent apparaître de la manière prescrite sous chacune des rubriques:

BILAN D'UN FAILLI NON-COMMERÇANT
(Formulaire 74A)

A C T I F

1. **Espèces en mains:** Indiquer les sommes que le débiteur a remises au syndic au moment de la cession (espèces en main ou en banque).
2. **Ameublement:** Si une exemption provinciale est prévue, le montant de l'exemption devrait figurer sous la rubrique "description". Tout intérêt partiel du débiteur dans le bien doit être indiqué. La valeur estimée par le débiteur des biens réalisables doit figurer dans la colonne des dollars.
3. **Effets personnels:** (peut comprendre bijoux, collections, objets d'art, manteaux de fourrure, appareils photographiques ou autres objets). Si une exemption provinciale est prévue, le montant de l'exemption devrait figurer sous la rubrique "description". Tout intérêt partiel du débiteur dans le bien doit être indiqué. La valeur estimée par le débiteur des biens réalisables doit figurer dans la colonne des dollars.
4. **Valeur de rachat de l'assurance-vie:** Les polices d'assurance-vie devraient faire l'objet d'un examen. La valeur de rachat doit indiquer "exemption" s'il y a un bénéficiaire privilégié ou si l'actif n'est pas le bénéficiaire.
5. **Valeur de bourse:** (y compris les obligations d'épargne du Canada payées en entier ou souscrites) Le syndic doit saisir tous les titres et effets de commerce négociables, même s'ils sont considérés comme étant sans valeur. Il faut mentionner la valeur nette réalisable des diverses actions et en faire une description appropriée.
6. **Immeubles:** Fournir l'adresse municipale de l'immeuble, préciser si le débiteur est propriétaire individuel ou en copropriétaire et indiquer si l'immeuble est totalement ou partiellement grevé. Dans le cas d'un terrain, une brève description légale peut remplacer l'adresse municipale. La valeur à indiquer correspond à la valeur réalisable de la propriété.

Même si les biens-fonds ou toute autre propriété font l'objet d'un litige, il faut les inscrire dans la colonne de l'actif et porter les charges dont ils sont grevés dans la colonne du passif, peu importe l'intérêt ou l'équité détenu par le débiteur, pourvu qu'il en soit toujours le propriétaire enregistré. Si les procédures sont terminées et que ni le débiteur ni le syndic n'ont de recours pour reprendre possession du bien, la propriété ne doit pas faire partie de l'actif, pas plus que la sûreté

réelle qui s'y rattache. Il faut indiquer, s'il y a lieu, seulement le déficit anticipé lors de la réalisation du bien. Si une exemption provinciale est prévue, le montant de l'exemption devrait figurer sous la rubrique "description".

7. **Véhicules:** Indiquer l'année, le modèle et numéro de série du véhicule et préciser s'il est partiellement ou totalement grevé. Pour déterminer la valeur des automobiles, il serait acceptable de consulter un livre reconnu (livre noir) qui fait mention de la valeur des véhicules. La valeur à indiquer correspond à la valeur réalisable estimée.

8. **Équipements de loisir:** (y compris camionnettes de camping, caravanes, bateaux, équipement de chasse ou autre) Faire une description complète des équipements et en indiquer l'année, le modèle et le numéro de série. La valeur à inscrire correspond à la valeur réalisable estimée.

9. **Remboursement d'impôt prévu:** Correspond au remboursement que le débiteur n'avait pas encore touché à la date de la cession mais qu'il devait recevoir selon la déclaration d'impôt de l'année précédente. Si une évaluation raisonnable du remboursement d'impôt préfaillite a été faite, il est possible de l'inclure au bilan à condition de mentionner qu'il s'agit d'un montant approximatif.

10. **Autres actifs:** Comprend tous les autres actifs non visés par les rubriques ci-dessus notamment les comptes à recevoir, les REER, les sommes à recevoir à la suite d'un litige, les nues-propriétés et les autres droits en vertu de testaments ou d'une succession ainsi que les intérêts du débiteur dans toute transaction. La valeur à indiquer correspond à la valeur réalisable estimée.

P A S S I F

1. **Créanciers non garantis:** Inscrire toutes les dettes non garanties et, dans le cas de créanciers privilégiés ou garantis, la partie non garantie des sommes qui leur sont dues.

2. **Créanciers garantis:** Seule la partie garantie des dettes doit figurer dans cette colonne. Lorsque la valeur de la propriété grevée par une sûreté réelle est inférieure au passif total, l'excédent de la dette doit être déclaré comme non garanti. La description détaillée de la garantie sur le bien grevé doit paraître au bas de l'annexe "A".

3. **Créanciers privilégiés:** La partie privilégiée des dettes doit figurer sous cette rubrique. Lorsque le débiteur ne peut déterminer si une somme est ou pourrait être due à un créancier et qu'il veut inscrire ce dernier (p. ex. Revenu Canada) sur la liste des créanciers privilégiés, aucun montant ne doit être indiqué. Lorsqu'il y a possibilité d'une fiducie présumée, le montant pouvant être réclamé contre l'actif devrait apparaître sous cette rubrique.

4. **Dettes éventuelles ou autres dettes non liquidées:** Expliquer la nature et fournir le montant de la réclamation ainsi que la dette pouvant être réclamée contre l'actif pour fin de dividende. Faire la même chose pour les garanties. Si le débiteur a consenti une garantie ou un endossement envers un tiers, la nature de cette garantie ou de l'endossement doit être indiquée.

BILAN STATUTAIRE - ENTREPRISE
(formulaire 74)

A C T I F

a) **Fonds de commerce:** Indiquer la juste valeur marchande sur le bilan. La juste valeur marchande est l'estimation la plus exacte que le débiteur a pu faire de la valeur des actifs dans une vente forcée. Indiquer si le bien est totalement ou partiellement grevé.

b) **Aménagement:** Voir le paragraphe a) ci-dessus. Si ces éléments d'actif sont immeubles par destination et qu'ils n'ont aucune valeur réalisable, il faut en faire mention à l'annexe appropriée ou à la première page du bilan.

c) **Créances:** Indiquer le montant total des sommes à recevoir et à réaliser d'après les estimations les plus exactes du débiteur. Il faudra apporter une attention particulière à tout droit de compensation de manière à ne pas fausser le montant réalisable.

d) **Lettres de change:** Fournir les détails pertinents sur l'annexe jointe au bilan. Inscrire le montant estimatif à réaliser.

e) **Espèces en banque:** Solde des comptes de banque que le débiteur a cédé au syndic.

f) **Espèces en caisse:** Montant que le débiteur a remis au syndic (e.i. argent comptant, feuillets de cartes de crédit, chèques non déposés).

g) **Bétail:** Voir le paragraphe a) ci-dessus.

h) **Machine, outillage et installation:** Voir le paragraphe a) ci-dessus, et le paragraphe i) au sujet des charges.

i) **Immeubles:** La valeur à indiquer correspond à la valeur estimée réalisable. Indiquer également si le failli est propriétaire individuel ou copropriétaire et préciser si l'immeuble est totalement ou partiellement grevé. A l'annexe appropriée, indiquer l'adresse municipale (dans le cas d'un terrain, une brève description légale pourrait également suffire) et les autres détails requis.

Même si les bien-fonds ou toute autre propriété font l'objet d'un litige, il faut les inscrire dans la colonne de l'actif et porter les charges dans la colonne du passif, peu importe l'intérêt ou l'équité détenu par le débiteur, pourvu qu'il en soit encore propriétaire. Si les procédures sont terminées et que ni le débiteur ni le syndic n'ont de recours pour reprendre possession du bien, la propriété ne doit pas faire partie de l'actif. Il faut indiquer, s'il y a lieu, seulement le déficit anticipé lors de la réalisation du bien.

j) **Valeur réalisable estimative des garanties entre les mains des créanciers garantis:** Dans une annexe du bilan, il faut faire une description complète des garanties et indiquer où elles se trouvent.

k) Ameublement: Voir le paragraphe a) ci-dessus. Si le débiteur est un particulier et si une exemption provinciale est prévue, le total de l'exemption doit figurer sur l'annexe appropriée. Il faut également préciser si le débiteur ne détient qu'un intérêt partiel dans l'ameublement. Le syndic peut utiliser le formulaire ci-joint (annexe "C") ou un formulaire de même effet pour dresser la liste des meubles et effets personnels du débiteur et en établir la valeur approximative.

l) Polices d'assurance-vie: Indiquer la valeur de rachat réalisable. Si l'actif n'est pas le bénéficiaire, en faire mention et indiquer une valeur réalisable "nulle".

m) Nues-propriétés ou autres intérêts en vertu d'un testament ou d'une succession: S'il s'agit d'un bénéficiaire ou d'un héritier présomptif, indiquer le nom du défunt. S'il est impossible de déterminer le montant à recevoir, inscrire "indéterminé". S'il est possible d'établir la valeur estimative du montant, inscrire ledit montant.

n) Autres biens: Peut comprendre des actifs comme des véhicules automobiles, des REER, des brevets, des marques de commerce, des titres de copropriété. Inscrire la valeur estimative réalisable. Pour en connaître davantage sur chacun des biens, consulter le paragraphe pertinent du bilan d'un failli non-commerçant.

P A S S I F

1. Créanciers non garantis: Inscrire toutes les dettes non garanties et, dans le cas de créanciers privilégiés ou garantis, la partie non garantie des sommes qui leur sont dues.

2. Créanciers garantis: Seule la partie garantie des dettes doit figurer dans cette colonne. Lorsque la valeur de la propriété grevée d'une sûreté réelle est inférieure au passif total, l'excédent de la dette doit être déclaré comme non garanti.*

3. Passif des effets ou billets endossés: Indiquer le montant devant porter dividende.*

4. Créanciers privilégiés: La partie privilégiée des dettes doit figurer sous cette rubrique. Lorsque le débiteur ne peut déterminer si une somme est ou pourrait être due au créancier et qu'il veut inscrire ce dernier (p. ex. Revenu Canada) sur la liste des créanciers privilégiés, aucun montant ne doit être indiqué. Lorsqu'il y a possibilité d'une fiducie présumée, le montant pouvant être réclamé contre l'actif devrait apparaître sous cette rubrique.

5. Dettes éventuelles ou non liquidées: Expliquer la nature et fournir le montant de la dette réclamée ainsi que la dette pouvant être réclamée contre l'actif pour fin de dividende. Faire la même chose pour les garanties. Si le débiteur a consenti une garantie ou un endossement en faveur d'un tiers, la nature de cette garantie ou de l'endossement doit être indiquée.*

* Les détails et la nature des dettes doivent apparaître sur les annexes appropriées.

Appendix "A"

Assets and liabilities of the debtor are to be shown in the manner indicated under the individual captions:

STATEMENT OF AFFAIRS OF A NON-BUSINESS BANKRUPT
(Form 74A)

A S S E T S

1. **Cash on hand:** Moneys turned over to the trustee by the debtor at the time of the assignment is to be shown (on hand or in the bank).
2. **Furniture:** Where there is a provincial exemption, the amount of such exemption should be shown under "description". Any part-interest of the debtor in the property should be indicated. The debtor's estimated realizable dollar value of the asset is to be shown in the dollar column.
3. **Personal effects** (may include jewellery, collections, works of art, fur coats, cameras, etc...): Where there is a provincial exemption, the amount of such exemption should be shown under "description". Any part-interest of the debtor in the property should be indicated. The debtor's estimated realizable dollar value of the asset is to be shown in the dollar column.
4. **C.S.V. of insurance policies:** The life insurance policies should be examined. The C.S.V. should be shown with "exemption" if preferential beneficiary or where the estate is not the beneficiary.
5. **Stocks, bonds:** (also includes fully paid or subscribed CSB): All securities and negotiable instruments, even if deemed to be without any value, should be seized by trustee. The net realizable value of the various stocks is to be shown with an appropriate description.
6. **Real estate:** Indicate the municipal address; if sole owner, part-owner or joint tenant; and if partly or fully encumbered. For land, a short legal description instead of the municipal address could suffice. The value to be shown is the realizable value of the property.

Should the real property or other property be under litigation it is still to be shown as an asset with the off-setting encumbrance on the liability side, regardless of the interest or equity of the debtor where the debtor is still the registered owner. Where the proceedings are entirely executed and neither the debtor nor the trustee have any recourse to retake possession of the asset, the property is not to be shown as an asset. As to the related lien, only the eventual shortfall on the disposal, if applicable, is to be shown. Where there is a provincial exemption, the amount of such exemption should be shown under "description".

7. **Motorized vehicles:** Indicate the year, model and serial number and if partly or fully encumbered. Reference to a recognized value publication (black book) to determine the value of automobiles would be acceptable. The value to be shown is the estimated realizable value.

8. **Recreational equipment:** (includes campers, trailers, boats, hunting equipment, etc...) Indicate the full description, year, model and serial number. The value to be shown is the estimated realizable value.

9. **Estimated tax refund:** Refers to the refund receivable as a result of the previous year's tax return for which the refund has not yet been received as of the date of the assignment. Where a reasonable estimate has been made of the pre-bankruptcy tax refund, it can also be included but must be so identified.

10. **Other assets:** Includes all other assets not shown above such as accounts receivable, R.R.S.P., amounts receivable as a result of litigation, reversionary or other interests under wills, or interest of the debtor in any transaction. The value to be shown is the estimated realizable value.

L I A B I L I T I E S

1. **Unsecured:** All unsecured debts, including the unsecured portion of debts owing to preferred and secured creditors.

2. **Secured creditors:** Only the secured portion of the debts is to be shown in this column. Where the value of the property under lien is less than the total liability, the excess portion of the debt is to be shown as unsecured. The particulars of the security on the encumbered assets is also to be shown at the bottom of appendix A.

3. **Preferred creditors:** Preferred portion of debts are to be shown in this column. Where the debtor cannot ascertain if an amount is or could be owed to the creditor but wants to include the said creditor (i.e. Revenue Canada), no dollar amount is to be shown. Where a deemed trust liability may exist, the amount expected to rank against the estate is to be shown therein.

4. **Contingent and Unliquidated:** An explanation of the nature and amount of the claim with the amount of proven claims estimated to rank for a dividend is to be provided. Similar treatment is to be given to guarantees. Where the debtor has given a third party guarantee or endorsement, the nature of the guarantee or endorsement is to be explained.

Appendix "B"

STATEMENT OF AFFAIRS - BUSINESS
(Form 74)

A S S E T S

(a) **Stock-in-trade:** Indicate the fair market value. Fair market value on the Statement of Affairs is interpreted as the best estimate by the debtor of the forced sale value of the merchandise. Any encumbrances should be disclosed.

(b) **Trade fixtures:** Same as (a) above. Where these assets are immovable by location and there is no realizable value, a notation to this effect should appear on the pertinent schedule or on the front page of the Statement of Affairs.

(c) **Book debts:** The total amount of receivables and the amount to produce according to the best estimate of the debtor is to be shown. Particular attention is also to be given to any right of set-off so as not to distort the amount to be realized.

(d) **Bill of exchange:** Provide the detail thereof on the schedule attached to the Statement of Affairs. The estimated amount expected to be realized is to be shown.

(e) **Cash in bank:** Amount of money in the bank account(s) of the debtor to be turned over to the trustee.

(f) **Cash on hand:** Amount of money remitted by the debtor to the trustee in the form of a deposit (i.e. cash, credit cards slips, undeposited cheques).

(g) **Livestock:** Same as (a) above.

(h) **Machinery, equipment and plant:** Same as (a) above. See also item (i) immediately below regarding encumbrances.

(i) **Real estate:** The value to be shown is the estimated realizable value. Also indicate if sole owner, part-owner or joint tenant, and if partly or fully encumbered. On the pertinent schedule, indicate the municipal address; (for land, a short legal form description instead of the municipal address will also suffice) and all required details.

Should the real property or other property be under litigation, it is still to be shown as an asset with the off-setting encumbrance on the liability side, regardless of the interest or equity of the debtor where the debtor is still the owner. Where the proceedings are entirely executed and neither the debtor nor the trustee have any recourse to retake possession of the asset, the property is not to be shown as an asset. As to the related lien, only the eventual shortfall on the disposal, if applicable, is to be shown.

(j) **Estimated realizable value of securities in hand of secured creditors:** A full description and location of the securities is to be provided on an appendix to the Statement of Affairs.

(k) **Furniture:** Same as (a) above. Where the debtor is an individual and there is a provincial exemption, the amount of such exemption will be shown on the pertinent schedule. Where the debtor has only a part-interest in the property, it should be indicated. The realizable dollar value estimated by the debtor is to be shown in the dollar column.

(l) **Life insurance policies:** The cash surrender value is to be shown. Where the estate is not the beneficiary, it should be indicated and a realizable value of "nil" is to be shown.

(m) **Reversionary or other interests under wills:** Where beneficiary or remainder-man of a deceased person, indicate the name of the deceased. If the amount to be received cannot be determined, indicate "indeterminate". If an amount can be estimated, indicate the approximate amount involved.

(n) **Other property:** Could include assets such as motor vehicles, R.R.S.P., patents, trade marks, joint interest in property. The estimated realizable value is to be shown. For details as to individual elements, also refer to the Statement of Affairs of a Non-Business Bankrupt where applicable.

L I A B I L I T I E S

1. **Unsecured:** All unsecured debts, including the unsecured portion of debts owing to preferred and secured creditors.

2 **Secured creditors:** Secured portion of debts to be shown in this category. Where the value of the property under lien is less than the total liability, the excess portion of the debt is to be shown as unsecured. The particulars of the security on the encumbered assets is also to be shown.*

3. **Liabilities on bills or notes endorsed...:** The amount expected to rank for dividend is to be shown. *

4. **Preferred creditors:** Preferred portion of debts are to be shown in this category.* Where the debtor cannot ascertain if an amount is or could be owed to the creditor but wants to include the said creditor (i.e. Revenue Canada), no dollar amount is to be shown. Where a deemed trust liability may exist, the amount expected to rank against the estate is to be shown therein.

5. **Contingent and Unliquidated:** An explanation of the nature and amount of the claim with the amount of proven claims estimated to rank for a dividend is to be provided. Similar treatment is to be given to guarantees. Where the debtor has given a third party guarantee or endorsement, the nature of the guarantee or endorsement is to be explained.

* The details and the nature of the debts are to be shown on the pertinent schedules.

DIRECTIVES

DIRECTIVES

No. 17R

REVENU EXCÉDENTAIRE

SURPLUS INCOME

Émise: le 15 décembre 1988

Issued: December 15, 1988

OBJET

Cette directive révisé et remplace la directive #17 émise le 22 décembre 1986 ainsi que toute autre politique émise antérieurement sur ce sujet.

PURPOSE

This Directive revises and replaces Directive #17 dated December 22, 1986 as well as any previously issued policies on this matter.

GENERALITES

1. La présente directive sert de guide aux syndicats pour faire en sorte que la partie excédentaire du revenu dans le cas d'une faillite soit perçue de manière constante et équitable au profit de l'actif.

2. De plus, la présente directive reconnaît le devoir de tous les salariés, des particuliers à leur propre compte et des membres de professions libérales de verser une partie de leur revenu disponible en faveur de l'actif, s'ils en sont capables.

3. Les versements à l'actif peuvent être effectués selon les modes suivants:

(a) paiement volontaire;

BACKGROUND

1. This Directive provides guidance to trustees in ensuring that a portion of surplus income in the case of a bankruptcy, is collected in an equitable and consistent manner for the benefit of the estate.

2. Furthermore, this Directive recognizes the responsibilities of all wage earners, selfemployed individuals and professionals, while being an undischarged bankrupt, to contribute a portion of disposable income for the benefit of the estate when they have the means to do it.

3. Payments to the estate could be made in the following manner:

(a) voluntary payments; or

(b) ordonnance selon de l'article 68;
et/ou

(c) suite à une ordonnance de
libération conditionnelle si la
cour l'ordonne.

LIGNES DIRECTRICES

4. Les lignes directrices du
Surintendant servent de "norme" en vue
de déterminer la somme qui doit être
normalement versée à l'actif de
faillite (Annexe "A").

5. Aux fins d'application des lignes
directrices du Surintendant, tous les
gains et les déboursés des membres
formant le ménage du failli doivent
être pris en considération lorsqu'il
s'agit de déterminer les versements à
l'actif.

6. Le syndic doit faire les efforts
voulus afin de s'assurer que les
versements soient effectués ou être en
mesure de justifier les circonstances
qui empêchent toute contribution à
l'actif.

7. On s'attend à ce que le syndic
fixe le montant et la fréquence des
versements qui constitueront un
paiement convenable.

Le Surintendant des faillites

(b) section 68 orders; and/or

(c) pursuant to a conditional dis-
charge order, if the Court so
orders.

GUIDELINES

4. The Superintendent's guidelines are
a "yardstick" to determine the
appropriate amount that should normally
be contributed to the bankrupt's estate
(Appendix "A").

5. For the purpose of utilizing the
Superintendent's guidelines, all
earnings and expenses of the bankrupt
household family unit, net of taxes, are
to be considered in establishing an
appropriate level of contribution to the
estate.

6. The trustee is expected to make an
effort to ensure compliance or be able
to justify the circumstances that
prevent the contribution to the estate.

7. The trustee is expected to establish
the level and the frequency of
contributions that will result in an
appropriate payment.

The Superintendent of Bankruptcy

Yves Pigeon

SUPERINTENDENT GUIDELINE
PAYMENTS REQUIRED FROM INCOME

LIGNE DIRECTRICE DU SURINTENDANT
PAIEMENTS REQUIS SELON LE REVENU

1989

Dépendants Dependents	SPS SPL	REVENU MENSUEL NET / NET MONTHLY INCOME															
		1270	1470	1670	1870	2070	2270	2470	2670	2870	3070	3270	3470	3670	3870	4070	4270
0	1051	110	210	310	410	510	690	890	1090	1290	1490	1690	1890	2090	2290	2490	2690
1	1386	0	0	140	240	340	440	540	640	790	990	1190	1390	1590	1790	1990	2190
2	1854	0	0	0	0	110	210	310	410	510	610	710	810	910	1090	1290	1490
3	2137	0	0	0	0	0	0	170	270	370	470	570	670	770	870	970	1060
4	2491	0	0	0	0	0	0	0	0	190	290	390	490	590	690	790	890
5	2720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180	280	380	480	580	680	780
6	2994	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	140	240	340	440	540	540

Les "PAIEMENTS REQUIS" illustrés ci-haut sont basés sur le fait qu'un failli doit verser à ses créanciers 50% de son revenu net au-delà du *Seuil de pauvreté du Surintendant (SPS). Il serait toutefois inéquitable de conserver le même barème lorsque le failli a un revenu élevé et peu de dépendants. Le syndic peut alors réclamer du failli qu'il verse la part de son revenu excédant 1.5 fois le SPS. Mais il n'est pas tenu d'exiger le paiement de cette somme si elle est inférieure à 100\$ par mois. Dans ce tableau les paiements requis ont été arrondis à la dizaine la plus proche.

* Le Seuil de pauvreté du surintendant (SPS) est 10% plus élevé que le maximum du seuil de faible revenu établi par Statistique Canada.

"Payments Required" shown above are based on the bankrupt paying 50% of his or her net income above the *Superintendent Poverty Lines (SPL) for the benefit of creditors. In some cases where the income is high and there are few dependents, it would be inequitable to limit payment to this amount. In these cases, the trustee will consider requiring payment of that income which is in excess of 1.5 times the SPL. Where the amount of surplus income is less than \$100 per month, the trustee will not be expected to require payment from the bankrupt. In this chart, the payments required have been round to the nearest tenth.

* The Superintendent Poverty Lines (SPL) is 10% higher than the maximum of the Low Income Cut-offs established by Statistics Canada.

Statistiques

FAILLITES

janvier 1989

Statistics

BANKRUPTCIES

January 1989

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	9	3	12	9	3	12
N.-É./N.S.	64	29	93	64	29	93
I.P.-É./P.E.I.	4	1	5	4	1	5
N.-B./N.B.	12	6	18	12	6	18
Québec	908	217	1,125	908	217	1,125
Ontario	608	135	743	608	135	743
Manitoba	105	30	135	105	30	135
Saskatchewan	72	49	121	72	49	121
Alberta	181	69	250	181	69	250
C.-B./B.C.	201	76	277	201	76	277
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	0	0	0
Yukon	2	1	3	2	1	3
Canada	2,166	616	2,782	2,166	616	2,782

PROPOSITIONS

janvier 1989

PROPOSALS

January 1989

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	0
N.-É./N.S.	0	0
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	0	0
Québec	11	11
Ontario	20	20
Manitoba	0	0
Saskatchewan	1	1
Alberta	0	0
C.-B./B.C.	4	4
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	36	36

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE JANVIER 1989, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF JANUARY 1989, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current month		Cumul pour l'année Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries	1	25,259	1	25,259
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	1	81,712	1	81,712
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	0	0
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	500	1	500
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	0	0
Total	3	107,471	3	107,471
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries	2	40,500	2	40,500
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	7	1,333,328	7	1,333,328
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	3	625,045	3	625,045
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	7	716,037	7	716,037
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	19,764	1	19,764
Services	9	457,628	9	457,628
Total	29	3,192,302	29	3,192,302
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	1	871,131	1	871,131
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	0	0
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	0	0
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	0	0
Total	1	871,131	1	871,131

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	1	112,650	1	112,650
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	0	0
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	4	516,783	4	516,783
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	1	118,137	1	118,137
Total	6	747,570	6	747,570
QUÉBEC				
Industries primaires Primary Industries	8	1,089,596	8	1,089,596
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	19	3,859,895	19	3,859,895
Industries de la construction Construction Industries	28	4,276,343	28	4,276,343
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	10	1,184,689	10	1,184,689
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	89	15,330,386	89	15,330,386
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	2	1,000,908	2	1,000,908
Services	61	6,099,567	61	6,099,567
Total	217	32,841,384	217	32,841,384
ONTARIO				
Industries primaires Primary Industries	6	783,292	6	783,292
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	6	3,399,445	6	3,399,445
Industries de la construction Construction Industries	28	2,144,970	28	2,144,970
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	8	695,287	8	695,287
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	44	21,268,805	44	21,268,805
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	3	390,770	3	390,770
Services	40	6,725,016	40	6,725,016
Total	135	35,407,585	135	35,407,585

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries	5	670,075	5	670,075
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	61,700	1	61,700
Industries de la construction Construction Industries	2	227,521	2	227,521
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	179,789	2	179,789
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	14	1,651,216	14	1,651,216
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	6	526,710	6	526,710
Total	30	3,317,011	30	3,317,011
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries	14	1,891,940	14	1,891,940
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	4	613,982	4	613,982
Industries de la construction Construction Industries	3	93,483	3	93,483
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	102,697	2	102,697
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	15	2,387,917	15	2,387,917
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	11	2,002,420	11	2,002,420
Total	49	7,092,439	49	7,092,439
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries	7	887,104	7	887,104
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	5	600,042	5	600,042
Industries de la construction Construction Industries	8	2,236,429	8	2,236,429
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	8	3,490,257	8	3,490,257
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	12	1,736,881	12	1,736,881
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	7	5,541,252	7	5,541,252
Services	22	2,097,442	22	2,097,442
Total	69	16,589,407	69	16,589,407

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries	10	1,607,787	10	1,607,787
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	7	3,547,007	7	3,547,007
Industries de la construction Construction Industries	8	1,761,871	8	1,761,871
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	4	239,439	4	239,439
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	17	3,889,734	17	3,889,734
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	4	1,550,216	4	1,550,216
Services	26	5,095,541	26	5,095,541
Total	76	17,691,595	76	17,691,595
TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	1	118,856	1	118,856
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	0	0
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	0	0
Total	1	118,856	1	118,856
CANADA				
Industries primaires Primary Industries	53	6,995,553	53	6,995,553
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	42	12,082,071	42	12,082,071
Industries de la construction Construction Industries	87	13,139,438	87	13,139,438
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	38	6,636,059	38	6,636,059
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	203	47,498,259	203	47,498,259
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	17	8,502,910	17	8,502,910
Services	176	23,122,461	176	23,122,461
Total	616	117,976,751	616	117,976,751

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JANVIER 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JANUARY 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN S	4	1	0	5	67,763	83,330
AUTRES/OTHERS	5	2	0	7	124,600	235,078
TOTAL	9	3	0	12	192,363	318,408
N.-É./N.S.						
HALIFAX	32	11	0	43	395,271	1,228,582
SYDNEY	3	3	0	6	22,600	163,836
SYDNEY MINES	2	1	0	3	36,600	88,099
AUTRES/OTHERS	27	14	0	41	1,173,617	2,368,928
TOTAL	64	29	0	93	1,628,088	3,849,445
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	2	0	0	2	400	11,500
AUTRES/OTHERS	2	1	0	3	486,401	893,725
TOTAL	4	1	0	5	486,801	905,225
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	2	2	0	4	22,500	106,404
MONCTON	0	0	0	0	0	0
SAINT-JOHN	1	2	0	3	41,500	467,929
AUTRES/OTHERS	9	2	0	11	196,595	386,158
TOTAL	12	6	0	18	260,595	960,491
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	0	1	0	1	110,300	219,795
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	10	7	0	17	1,894,127	2,443,425
DRUMMONDVILLE	3	0	0	3	5,550	88,000
GRANBY	10	4	0	14	102,560	579,510
HULL/GATINEAU/AYLMER	51	7	1	59	872,858	2,422,782
MONTREAL	367	64	3	434	4,803,168	22,179,141
QUÉBEC	90	29	2	121	2,297,134	5,997,043
RIMOUSKI	7	2	0	9	280,050	405,066
ROUYN	6	1	0	7	162,108	484,119
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	12	4	0	16	1,957,700	3,291,514
SHAWINIGAN	7	1	0	8	50,723	464,466
SHERBROOKE	17	5	0	22	118,868	526,380
SOREL	0	1	0	1	350	45,726
ST-HYACINTHE	4	2	0	6	8,950	83,552
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	14	2	0	16	82,475	310,521
ST-JEROME	8	1	0	9	60,150	243,064
THETFORD MINES	3	1	0	4	6,672	74,223
TROIS-RIVIÈRES	13	4	1	18	1,759,384	2,158,922
VICTORIAVILLE	6	1	0	7	4,775	79,062
AUTRES/OTHERS	280	80	4	364	5,813,103	16,783,514
TOTAL	908	217	11	1,136	20,391,005	58,879,825

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JANVIER 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JANUARY 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	5	2	0	7	17,725	184,298
BELLEVILLE	2	2	0	4	335,851	469,324
BRANTFORD	7	3	0	10	198,385	434,459
BROCKVILLE	1	0	0	1	100	9,950
CHATHAM	0	0	0	0	0	0
CORNWALL	6	2	0	8	12,698	182,818
GUELPH	3	1	0	4	3,125	77,999
HAMILTON	32	5	1	38	361,763	965,096
KINGSTON	4	3	0	7	154,723	665,691
KITCHENER	8	3	0	11	146,337	1,001,312
LONDON	22	2	0	24	49,865	397,005
MIDLAND	0	0	0	0	0	0
NORTH BAY	5	5	0	10	20,663	275,160
ORILLIA	0	0	0	0	0	0
OSHAWA	16	0	2	18	86,305	288,588
OTTAWA	64	19	1	84	3,076,599	6,892,535
OWEN SOUND	0	0	0	0	0	0
PETERBOROUGH	11	1	0	12	14,051	168,470
SARNIA	5	0	0	5	8,400	51,418
SAULT-STE-MARIE	2	0	0	2	0	21,430
ST-CATHARINES/NIAGARA	22	1	0	23	179,289	613,318
STRATFORD	2	0	0	2	800	19,014
SUDBURY	5	1	0	6	131,950	316,481
THUNDER BAY	3	2	0	5	2,777	136,184
TORONTO	245	47	13	305	8,176,570	31,988,234
TRENTON	1	0	0	1	301	31,204
WINDSOR	16	6	2	24	137,492	1 027,167
AUTRES/OTHERS	121	30	1	152	1,804,750	6,391,246
TOTAL	608	135	20	763	14,920,519	52,608,401
MANITOBA						
WINNIPEG	84	15	0	99	1,772,669	3,853,593
AUTRES/OTHERS	21	15	0	36	995,731	2,133,808
TOTAL	105	30	0	135	2,768,400	5,987,401
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	2	1	1	4	296,882	594,223
PRINCE ALBERT	1	0	0	1	1,400	9,341
REGINA	18	15	0	33	1,177,062	3,264,530
SASKATOON	26	7	0	33	999,158	1,923,643
AUTRES/OTHERS	25	26	0	51	1,704,438	4,742,292
TOTAL	72	49	1	122	4,178,940	10,534 029

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JANVIER 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JANUARY 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	78	29	0	107	1,951,342	11,991,366
EDMONTON	66	21	0	87	1,234,287	3,496,231
MEDICINE HAT	3	1	0	4	86,162	123,777
AUTRES/OTHERS	34	18	0	52	1,237,347	5,675,333
TOTAL	181	69	0	250	4,509,138	21,286,707
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	1	1	0	2	3,200	96,884
COURTENAY	2	0	0	2	2,630	106,768
KAMLOOPS	7	0	0	7	103,523	195,125
KELOWNA	9	3	0	12	281,223	687,119
NANAIMO	6	3	0	9	64,358	1,062,320
PRINCE-GEORGE	11	8	0	19	217,760	839,740
TERRACE	0	0	0	0	0	0
VANCOUVER	86	28	4	118	14,403,945	23,889,752
VERNON	1	0	0	1	2,120	56,562
VICTORIA	19	8	0	27	344,034	1,665,069
AUTRES/OTHERS	59	25	0	84	1,374,525	9,426,523
TOTAL	201	76	4	281	16,797,318	38,025,862
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
YUKON						
TOTAL	2	1	0	3	10,510	140,191
CANADA						
TOTAL	2,166	616	36	2,818	66,143,677	193,495,985

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X. Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X. Bankruptcy Act)

Rapport du mois de janvier 1989	Provinces participantes						
Report for the month of January 1989	Participating Provinces						
	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince-Édouard	Total
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	66	9	4	3	41	0	123
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	278,533.77	73,735.26	54,700.56	31,026.58	167,810.00	4,232.70	610,038.87
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	482,076.53	0	6,670.21	25,216.92	160,217.62	1,120.00	675,301.28
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	37	15	7	2	28	0	89
Total number of terminations and defaults during the month							

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

Third Floor, Sam Livingston Bldg.
510-12 Avenue S.W.
Calgary, Alberta
T2R 0H3
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. Dorchester ouest
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

112, rue Dalhousie
3ième étage
Québec, Québec
G1K 4C1
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/675-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant
et retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:

If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:

Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommation et Corporations - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label		Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse			Change of Address Notice to Publisher		
Nom		Name			
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street		
Ville	City	Province	Canada	Postal CODE postal	
Le destinataire est déménagé à: Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			The Addressee has Moved to: P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street		
Ville	City	Province		Postal CODE postal	